JUIN 2025

STRATÉGIE DE COMMUNICATION RELATIVE AU SYSTÈME D'ALERTE PRÉCOCE POUR LA SÉCHERESSE

Madagascar

BNGRC

iFandray
RESEAU COMMUNICATION GRRC

unicef
ho an'ny ankizy

European Union

SOMMAIRE

I. Préface
II. Fondement

1.1. Contexte institutionnel international et local
1.2. Risques de catastrophes

III. Les Acteurs

3.1.Inventaire des institutions
3.2.Missions et mandats des instututions
3.3.Coordination multisectorielle

IV. Stratégie de communication SAP

4.1.Objectifs globaux
4.2.Objectifs spécifiques
4.3.Résultats attendus
4.4.Approche stratégique
4.5.Publics cibles de la communication

V. Mise en œuvre

5.1.Niveau communautaire
5.2.Niveau stratégique et opérationnel

VI. Approche concertée et participative

6.1.Déclenchement et communication de l'alerte
6.2.Seuils de déclenchement multisectoriels et sectoriels réalistes

VII. Analyse CAP (Connaissance – Aptitude – Pratique) et perception de la vulnérabilité

VIII. Analyse des acteurs de communication

IX. Analyse des canaux de communication par secteur

X. Analyse des supports et approches

XI. Objectifs comportementaux par secteur

ANNEXES

I. PREFACE :

Le présent document a été élaboré dans le cadre du processus de mise en œuvre de l'initiative *Early Warning for All* (EW4All). Il s'appuie sur les données de la classification IPC ainsi que sur le développement d'un écosystème intégré visant à produire des alertes précoces sur la sécheresse. Ce prototype, interopérable avec les principaux systèmes d'information existants, est piloté par des institutions clés disposant de capacités renforcées, et en mesure de générer des alertes fondées sur les impacts potentiels afin de déclencher des actions anticipatoires ciblées.

Ce travail a bénéficié du soutien financier de l'Union européenne à travers ECHO, dans le cadre du projet SAP Sécheresse, mis en œuvre par les agences des Nations Unies (PNUD – en charge de la coordination, UNICEF, PAM et FAO), en étroite collaboration avec les institutions gouvernementales, notamment le BNGRC, la CPGU ainsi que les ministères et départements techniques concernés tels que la direction Generale de la Meteorologie, l'Autorite Nationale de l'Eau, les directions régionales de l'agriculture et de l'Elevage, les offices régionales de nutrition …

II. FONDEMENT

2.1. Contexte institutionnel international et local

La présente initiative s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la communauté internationale d'établir une "Alertes précoces pour tous", lancée par le Secrétaire général des Nations Unies en mars 2022, qui demande que chaque personne sur terre soit protégée par des systèmes d'alerte précoce d'ici 2027. L'UNDRR et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont été désignées comme co-responsable de l'initiative, l'UNDRR étant chargée de diriger un pilier d'activité visant à améliorer les connaissances mondiales sur les risques et à les intégrer dans des systèmes d'alerte précoce accessibles et efficaces. Il s'agit notamment de donner aux décideurs et aux communautés les moyens de comprendre, d'identifier les risques et d'y répondre.

L'objectif global du programme mis en place est de réduire les pertes liées aux catastrophes et au climat dans les actifs humains, économiques, sociaux, physiques et environnementaux des États membres de la COI, objet de l'initiative. L'objectif du volet est d'améliorer la compréhension de la réduction des risques de catastrophe et les capacités de gouvernance dans les États insulaires. Madagascar fait partie des bénéficiaires de cet engagement au même titre que les Comores, Maurice et des Seychelles. Bien que la nécessité de développer et de mettre en œuvre des stratégies efficaces de réduction des risques de catastrophe soit bien comprise dans ces pays, il est clair et urgent de mieux communiquer et de sensibiliser pour promouvoir le programme de réduction des risques à travers la promotion des outils existants et, si nécessaire, la création et la distribution de nouveaux outils complémentaires aux existants.

En raison de leur taille, de leurs ressources limitées et de leur isolement géographique, les États insulaires de l'océan Indien, dont Madagascar, sont particulièrement

vulnérables aux risques de catastrophes plus fréquentes et intenses, ainsi qu'aux impacts néfastes du changement climatique, ce qui accroît les charges supplémentaires sur les institutions nationales, les budgets et le développement durable.

Madagascar est l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes climatiques extrêmes, telles que les inondations, les tempêtes tropicales, les cyclones et les sécheresses. Cette vulnérabilité est exacerbée par la combinaison de son exposition géographique à ces événements climatiques et son niveau de sous-développement.

Pays de contraste, Madagascar offre des aspects des plus contradictoires. En effet, pour le Grand Sud, victime récurrente de sécheresse et bénéficiant d'une pluviométrie relativement abondante pendant une saison cyclonique très active pour la saison 2024-25, une alerte pour action anticipée liée à la sécheresse est déclenchée pour le district de Beloha (Région Androy, 2024-25).

En cohérence avec l'initiative susmentionnée, ECHO a apporté son appui à travers un programme conjoint des agences des Nations Unies – comprenant le PNUD, l'UNICEF, la FAO et le PAM – mis en œuvre en collaboration avec le gouvernement malgache. Ce programme a permis de financer l'amélioration et la mise en place d'un système d'alerte précoce multirisque à l'échelle nationale.

2.2. Risques de catastrophes

Le rapport d'évaluation à mi-parcours du Cadre de Sendai note que les « défis uniques auxquels sont confrontés les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement enclavés et les petits États insulaires en développement continuent de freiner la réalisation des résultats et des objectifs du Cadre » (UNGA, 2023a). Entre 2012 et 2021, les taux de mortalité liés aux catastrophes dans les PEID ont atteint en moyenne jusqu'à 13 décès pour 100 000 habitants, contre une moyenne mondiale de 0,84 décès pour 100 000 habitants.

En raison de leur taille, de leurs ressources limitées et de leur isolement géographique, les États insulaires de l'océan Indien, dont Madagascar, sont particulièrement vulnérables aux risques de catastrophes plus fréquentes et intenses, ainsi qu'aux impacts néfastes du changement climatique, ce qui accroît les charges supplémentaires sur les institutions nationales, les budgets et le développement durable. En prime, Madagascar souffre d'une sécheresse agricole affectant le Grand Sud et des localités éparses dans le pays.

A ce jour, sur la base des évaluations menées par la Direction Générale de la Météorologie Malgache, six (6) Régions, sur un total de vingt quatre (24), soit 25 % du territoire sont affectées par un déficit de pluviométrie ou sécheresse agricole. Les trois régions du Grand Sud, à savoir Androy, Anosy et Atsimo Andrefana en font partie. Des localités situées sur des zones dotées de totaux pluviométriques annuels sont inclues dans cette catégorie. Pays de la contradiction, Madagascar compte des zones

dotées d'un total de précipitation annuelle dépassant les 2000 mm comme faisant partie des secteurs géographiques classés comme « secs » et classés comme déficitaire. C'est le cas d'Atsimo Atsinanana ou l'agenda des pluies souhaitées pour les activités agricoles ne coïncide pas forcément avec celui de l'arrivée des précipitations effectives. Il s'ensuit un contexte de sécheresse défavorable à l'Agriculture, occupation et source de revenu principales d'une très forte majorité de la communauté locale. Deux autres régions, Boeny (Nord Ouest) et Alaotra Mangoro (Hautes Terres Centrales) renforcent l'idée que le déficit peut affecter des zones considérées comme protégées de cette menace en raison de leur situation géographique. Le Nord Ouest bénéficie d'un mécanisme générateur de pluies non négligeable, quoique de moindre mesure par rapport à la Côte Est, soumise à une forte influence de vent océanique humide. Les Hautes Terres Centrales devraient également profiter de l'humidité résiduelle du vent issu de l'Océan Indien sont exposées à un risque similaire.

Le Grand Sud demeure une zone de prédilection de la sécheresse. Tous les mécanismes générateurs de pluies sont faibles. Celui qui arrose l'Ouest entre par le Nord Ouest (Mahajanga) et arrive en fin de course dans le Sud totalement ou presque asséché. Celui qui arrive de l'Est a déversé la quasi-totalité de son humidité sur le versant Est et descend sur le Grand Sud complètement asséché (effet de Foehn).

ACTIONS ANTICIPATOIRES ET PREPARATION

L'objectif global de l'AA est de réduire et d'atténuer les effets d'une crise ou d'une catastrophe imminente sur la population avant qu'elle ne se manifeste pleinement, les groupes vulnérables tels que les enfants et les jeunes faisant souvent l'objet d'une attention particulière dans le cadre de cette action.

- L'action anticipatoire s'appuie sur les efforts de préparation mais en reste distincte, car les efforts d'action anticipatoire sont toujours entrepris avant un choc spécifique et imminent.
- La préparation vise à renforcer les capacités générales de gestion des catastrophes futures sur la base d'une analyse solide des risques de catastrophe et comprend des activités telles que le pré-positionnement de stocks de contingences (équipements et fournitures), la mise en place de dispositifs de coordination, d'évacuation et de distribution d'informations, ainsi que les exercices sur le terrain qui y sont associés.

L'action anticipatoire englobe les activités critiques mises en œuvre sur la base d'un signal convenu à l'avance indiquant l'imminence d'un choc. Dans l'idéal, le financement est prévu à l'avance et des dispositions opérationnelles essentielles ont été prises pour garantir que les activités puissent être mises en œuvre dans la fenêtre d'opportunité entre le signal et l'apparition du choc.
L'action anticipée (AA) est un ensemble planifié d'interventions proactives prises avant le déclenchement complet d'une crise ou d'une catastrophe prévisible, sur la base de déclencheurs prédéfinis, à la suite d'une alerte rapide et à l'aide de fonds préaffectés.

Le Grand Sud de Madagascar compte actuellement 9 mois de période de soudure et est fortement exposé à des risques récurrents d'insécurité alimentaire, sans compter les effets néfastes sur différents aspects sociaux tels que la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, l'éducation, la protection de l'enfant.
Considérant les résultats de l'analyse IPC (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire), la situation alimentaire dans le Grand Sud est alarmante.
Pour la période mai à septembre 2024, environ 12% de la population rurale dépendant des revenus des activités agricoles exposées aux aléas climatiques dans les 36 districts analysés dans le SUD, soit 1,22 million de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC et plus). Les districts les plus durement touchés par cette situation critique sont Ambovombe Androy et Amboasary Atsimo.). Les femmes et les enfants sont parmi les plus vulnérables dans cette situation.[1]
Se référant à la stratégie de communication en matière de Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC) qui préconisent l'élaboration d'une stratégie de communication et le développement de messages clés pour chaque aléa majeur afin d'orienter des actions pertinentes à faire en termes de communication.

Ce présent document définit la stratégie et les actions de communication à mettre en œuvre pour l'alerte face a l'urgence dans le grand sud dans les Régions Androy, Anosy et Atsimo Andrefana.

Cette stratégie repose sur des étapes préalables dont

- Les résultats de l'évaluation rapide de la situation en communication qui a été menée dans le Grand Sud de Madagascar

- La base d'expérience des différents groupes sectoriels œuvrant dans la communication en termes de gestion des risques et des catastrophes depuis dix années, notamment dans le sud de Madagascar

III. LES ACTEURS

En raison d'une grande diversité de nature des acteurs, il convient au préalable d'en dresser un inventaire pour mieux clarifier le contexte d'intervention. Cette précaution permettrait de mieux définir la responsabilité de chaque acteur et/ou groupe d'acteurs.

3.1. Inventaires des Institutions

Aussi bien dans le domaine de l'humanitaire que du développement, trois grandes catégories d'acteurs se distinguent :

(i) Les acteurs étatiques suivant leur responsabilité et mission respective :

- Pour le suivi des risques et une implication décisive dans la définition et la fixation des seuils de déclenchement liés aux événements d'ordre hydrométéorologiques et climatiques, la **Direction Générale de la Météorologie**, sous tutelle du Ministère en charge des transports,

[1] Analyse IPC de l'Insecurite Alimentaire Aigue du 31 juillet 2024

- Pour la coordination institutionnelle des initiatives liées à la gestion des risques et des catastrophes, le **Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes**, sous tutelle du Ministère de l'Intérieur[2],
- Pour la coordination technique, les **organismes, directions, ou services en charge des actions humanitaires et de la gestion des risques et des catastrophes** au sein des offices/ministères techniques spécifiques organisés au sein du Gouvernement.

(ii) Les acteurs non étatiques regroupant :

(iii) La **Croix Rouge Malagasy,** pour le cas de la société nationale, en raison de son statut d'auxiliaire des pouvoirs publics, engagés récemment dans le processus d'anticipation aussi bien pour les cyclones inondations que la sècheresse,

(iv) Le **Système des Nations Unies** (sous la coordination de OCHA) qui se répartit en fonction de leurs expertises techniques respectives (PAM, FAO, UNICEF etc.) au sein des groupes sectoriels (santé, éducation, nutrition, sécurité alimentaire, etc.),

(v) Les **Organismes de solidarité internationale ou locales** (ACF, WHH, CRS, HI, etc.) fédérés au sein d'organisations faîtières (Alliance Urgence, Start Network, etc.) engagés en fonction de leurs domaines de compétence respectifs,

(vi) La **Plate-forme du secteur privé** (*Private Sector Humanitarian Platform*), un organisme non gouvernemental œuvrant dans le domaine humanitaire également et

(vii) **Les bailleurs de fonds**, en charge de l'appui financier et technique de la mise en œuvre du mécanisme, ils sont issus de la coopération bilatérale (Banque Mondiale, ECHO, USAID, Ministère Fédéral Allemand, etc.) ou multilatérale. Dans ce cadre, des acteurs faisant partie des Systèmes des Nations Unies disposent de source de financement pour appuyer la mise en œuvre d'actions d'anticipation basées sur des systèmes d'alerte précoce

3.2. Missions et mandats des Institutions

Dans le cadre de la conception et de l'organisation globale des actions humanitaires, ces organismes, étatiques comme non gouvernementaux, sont fédérés au sein d'une structure définie (Cf figure ci-dessous). L'objectif est de permettre la coordination d'une gestion partagée des engagements, pris de manière concertée et participative, objet de la partie suivante.

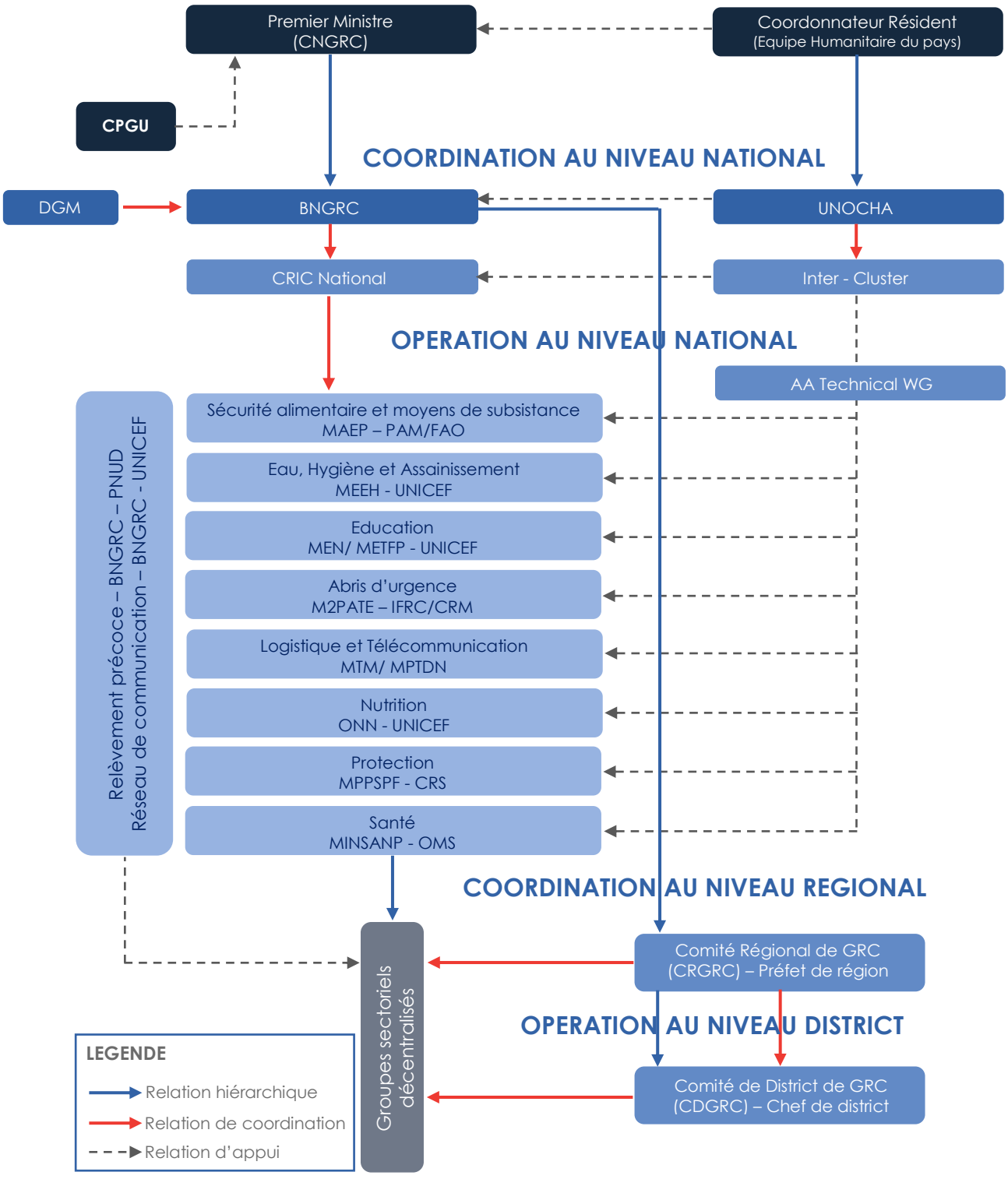
L'approche concertée et participative est appliquée à toutes les étapes et toutes les dimensions de la mise en œuvre du mécanisme, dès la préparation à l'évaluation et les leçons apprises post-opérations. Le graphe qui va suivre offre un aperçu global du fonctionnement de cette cogestion. Les paragraphes donneront les informations sur les mandats et les missions attendues de chacun des Institutions participant à ce mécanisme d'alerte, de réponses anticipées et de réponses post-catastrophes. Il est utile de souligner au début que les tâches et les activités, traduction concrète des mandats et mission ne se déclenchent pas de manière linéaire, les uns après les autres.

[2] L'institution en charge de la gestion des risques et des catastrophes, en l'occurrence le BNGRC à ce jour, dispose de la prérogative spécifique de faire appel à une ou des institutions spécialisées pour solliciter une assistance technique spécifique relative à son mandate de coordination du Programme Actions Anticipées.

La coordination, mandat essentiel de l'Administration, les acteurs étatiques, se décline en quatre volets essentiels :

- Une mise en place d'un espace de concertation entre les acteurs en vue de réunir les outils et les paramètres liés à la prévision des aléas hydro météorologiques et climatiques,
- Une mise en relation de ces facteurs pour formuler les recommandations techniques à mettre dans le rapport de situation du mécanisme d'alerte précoce,
- Un lancement officiel des alertes en cas d'atteinte de seuils et/ou des points de déclenchement,
- Une communication fluide des informations nécessaires pour alimenter les mécanismes d'alerte et faciliter la mise en œuvre des activités de sensibilisation et d'anticipation aussi bien pour l'élaboration des outils de planification que la mise en œuvre une fois le processus activé.

POLITIQUE ET STRATEGIE INTEGRANT LES INSTITUTIONS



IV. STRATEGIE

Le but de cette stratégie de communication sur le système d'alerte précoce est d'améliorer la sensibilisation et d'approfondir la compréhension de la réduction des risques de catastrophe. La vision à long terme est que le risque soit pris en considération à tous les niveaux de la société et dans toutes les décisions clés (auprès des Institutions publiques comme privées remplissant un mandat de service public dans la mission de gestion de risques et des catastrophes).

4.1. Objectifs globaux

Renforcer la mise en œuvre effective des programmes de sensibilisation des communautés exposées aux risques des catastrophes

De prime abord, cette mission constitue le mandat de base en communication, et ce en référence au respect de l'engagement de Madagascar dans l'initiative de la communauté internationale. Il s'agit de l'initiative "Alertes précoces pour tous", lancée par le Secrétaire général des Nations Unies en mars 2022, qui demande que chaque personne sur terre soit protégée par des systèmes d'alerte précoce jusqu'en 2027.

Un SAP se définit comme une approche, comme son nom l'indique, à fournir des avis techniques d'alerte pour avertir les communautés exposées aux dangers identifiés par les prévisions. Un SAP ne comporte pas à l'origine des éléments d'estimation des effectifs de population concernée par la menace et encore moins des éléments des actions, en anticipation, ou en réponse post-catastrophes à déployer. La dissémination des informations liée aux SAP existants constitue une première base obligatoire de la communication dans la gestion des risques et des catastrophes. Il s'agit de communiquer aux personnes concernées les risques encourus.

Accompagner la promotion des approches innovantes dans la préparation aux catastrophes et les mesures de prévention tout en renforçant la résilience par une action collective

Les processus de gestion des risques et des catastrophes évoluent avec le temps. Des communications adaptées permettront de les vulgariser pour adoption rapide par les Institutions, publiques comme non étatiques (Cf. Page de présentation des acteurs) pour permettre à son tour le déploiement des différentes formes d'assistances humanitaires.

Les activités de préparation en vue de faciliter les évaluations de la manière la plus rapidement possible afin de permettre dans des délais raisonnables le déploiement des réponses humanitaires ont fait leur temps. Elles continueront à être mises en œuvre dans l'avenir comme modalité pratique d'intervention. Les réponses ainsi programmées le sont dans un objectif d'apporter l'aide nécessaire aux victimes et de préparer ces dernières à affronter les menaces futures, connues et amenées à être découvertes.

L'évolution des connaissances des risques permet actuellement, du moins pour les risques imputables aux aléas à caractère climatique et météorologique, et en conséquence la sécheresse, l'émission de prévision sur des échéances raisonnables. Des mises à jour régulières assurent une correction crédible des données d'estimation des événements futurs. Des compilations des données d'évaluation sur les impacts passés des catastrophes croisées avec ces séries de données permettent à leur tour d'avoir une estimation des impacts des catastrophes sur les communautés qui y sont

exposées en fonction de la gravité des dits événements. Il est ainsi possible actuellement de localiser et d'établir l'effectif des communautés potentiellement affectées par les menaces dans l'éventualité ou celles-ci se transformeront en catastrophe (selon les prévisions).

De cette évolution est née l'innovation de l'approche de financement basé sur les prévisions désignées ultérieurement par l'acronyme IBF (de l'anglais *Impact Based Forecast*, avec comme traduction littérale une estimation des impacts basée sur des prévisions). C'est en quelque sort la traduction opérationnelle du SAP (Système d'Alerte Précoce).

Identifier les obstacles à la mobilisation des groupes cibles et soutenir leur élimination

La communication a comme mission de promouvoir la diffusion des informations. Celles peuvent être relatives directement aux menaces auquel cas l'activité rejoint celles définies pour le premier objectif. Elles peuvent être liées aux engagements des Institutions en charge de la gestion des risques et des catastrophes.

En effet, à titre de rappel, il est fait mention dans les paragraphes précédents le caractère limité de ressources rendant le pays et les localités affectées par la sécheresse particulièrement vulnérable aux risques de catastrophes plus fréquentes et intenses, ainsi qu'aux impacts néfastes du changement climatique, avec comme conséquences logique des charges supplémentaires sur les institutions nationales, les budgets et le développement durable.

Les charges sur les budgets constituent un enjeu majeur. Le défi de permettre une communication adéquate et appropriée en vue d'accompagner la mobilisation de ressources pour soutenir les assistances humanitaires (anticipées comme post-catastrophes). Sans être limitatif dans l'énumération, et à titre illustratif, des *succes story* des impacts des approches innovantes peuvent être d'un appui précieux pour les organismes en charge des assistances pour convaincre de potentiel contributeurs pour une mise à l'échelle dans un délai raisonnable des activités.

Une stratégie de pérennisation réaliste et économiquement viable de ces nouvelles approches constitue un enjeu et un défi majeur pour le pays. L'ambition est de fidéliser les donateurs par la promotion de la crédibilité des approches d'assistances humanitaires proposées.

Les récents événements sur le plan international marqué par la volteface des partenaires traditionnels (le Gouvernement Américain avec la suspension des financements de l'Agence en charge des Aide Internationale - USAID) et une certaine réticence des Etats et organisme partenaires confrontés à des défis propres à leur population exigeant une concentration des ressources vers des problématiques internes fragilisent et limitent les flux de financement des actions humanitaires.

4.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Assurer l'opérationnalité et la régularité du réseau de communication Ifandray, sous la coordination du BNGRC, afin de garantir une diffusion cohérente et continue des informations liées à la sécheresse.
- Favoriser l'adoption des comportements recommandés par les ménages menacés ou affectés par la sécheresse, en adaptant les messages aux contextes locaux.
- Renforcer les capacités des acteurs dans les districts prioritaires à mettre en œuvre une stratégie de communication basée sur les principes de CHAT 2.0, SBC4A et HCD, c'est-à-dire une approche planifiée, centrée sur l'humain,

fondée sur les données probantes, multisectorielle et utilisant une diversité de canaux de communication.
- Mobiliser les personnes influentes et ressources clés, y compris les autorités à tous les niveaux, pour soutenir et participer à la mise en œuvre des actions de communication en période d'urgence sécheresse, tout en respectant les droits humains fondamentaux liés à l'accès à l'information, à la liberté d'expression et à la participation citoyenne.
- Impliquer activement les acteurs communautaires dans la conduite des activités de communication pour le changement social et comportemental, en renforçant leurs compétences sur les approches participatives et inclusives.
- Valoriser et privilégier les canaux de communication capables de susciter l'action, tout en garantissant l'exactitude, la crédibilité et la fiabilité des messages diffusés.
- Assurer la fluidité de la communication à tous les niveaux d'intervention, afin de permettre aux parties prenantes sectorielles de prendre des décisions appropriées et coordonnées.
- Informer et sensibiliser les communautés sur les risques liés à la sécheresse, les mesures de prévention (notamment la gestion rationnelle de l'eau, les pratiques agricoles durables et les stratégies de stockage), ainsi que les actions anticipatoires à mettre en œuvre pour limiter les impacts potentiels.
- Promouvoir des stratégies de relèvement durable post-sécheresse, en informant les populations sur les ressources disponibles et les bonnes pratiques permettant de restaurer les moyens de subsistance et les infrastructures communautaires.
- Mettre en place des mécanismes de retour d'information inclusifs et transparents, afin de permettre aux populations affectées de poser des questions, d'exprimer leurs préoccupations et de participer activement à la gestion de la réponse à la sécheresse.
- Intégrer une approche sensible au genre dans tous les messages et actions de communication, en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes, et en encourageant la participation des femmes dans les processus décisionnels et les actions de réponse.
- Garantir l'accès à l'information pour tous, y compris les personnes handicapées et les groupes marginalisés, en utilisant des formats de communication accessibles et inclusifs afin d'assurer leur pleine participation dans la gestion de la crise sécheresse.

4.3. RESULATS ATTENDUS

Les populations en situation d'urgence et de crise :
- Ont accès à l'information régulièrement et en temps réel sur les services accessibles et connaissent les comportements recommandés.
- Sont mobilisés et adoptent les comportements sains liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, à la santé, à la nutrition, à l'éducation et à la protection des personnes vulnérables.
- Participent, expriment leurs besoins et sont motivées à contribuer à leur relèvement et leur résilience face à la sécheresse, en particulier les groupes les plus vulnérables

Les personnes influentes :

- Ont accès à l'information et ont la capacité d'appliquer les stratégies de communication ;
- Sont responsabilisées à contribuer au retour à la vie normale de la communauté affectée par la sécheresse.
- Soutiennent et accompagnent la mise en œuvre des actions de communication en période de sécheresse.

4.4. Approche stratégique

Co-création des messages. Les actifs et les messages seront élaborés de concert avec leur public cible. Les ressources seront adaptables afin de répondre aux besoins locaux et seront faciles et peu coûteuses à produire.

Exploiter la portée des influenceurs. Les publics cibles seront rejoints par des personnes qu'ils connaissent, en qui ils ont confiance et qu'ils écoutent. Les influenceurs – définis au sens le plus large comme des personnes qui ont de la crédibilité et un réseau – seront au cœur de cette démarche. La sensibilisation sera perçue comme organique, plutôt que comme quelque chose qui a été livré d'une manière centralisée et descendante.

Promouvoir l'inclusion et l'accessibilité. Chaque activation répondra aux besoins d'un large éventail de publics directs, y compris les groupes sous-représentés. Tous les biens seront entièrement inclusifs et accessibles aux personnes handicapées.

Être éclairé. Cette stratégie s'appuie sur les bonnes pratiques existantes dans le domaine de la sensibilisation à la réduction des risques de catastrophe et a été éclairée par les observations des principales parties prenantes sur le terrain. Une approche de prestation axée sur les connaissances permettra aux partenaires locaux de se concentrer sur les tactiques et les initiatives qui ont fait leurs preuves dans leurs collectivités.

4.5. Publics cibles de la communication

Parmi les principaux groupes de publics cibles, se distinguent en premier lieu, les membres des communautés vulnérables exposées et victimes récurrentes des catastrophes (sécheresse pour notre cas). Ils constituent les publics cibles privilégiés des campagnes de communication. C'est auprès de ces derniers que l'ensemble des travaux de consultation menés sur terrain (Amboasary Sud en date du 20, 21,22, 24 mai 2025) s'est focalisé . Le débat s'est porté sur les systèmes d'alerte précoce secheresse existants et l'analyse des donnees a privilégier produites par ces systèmes, sur l'analyse comportementale des membres de la communaute à travers leurs connaissances, attitudes et pratiques sur une thématique donnée, les objectifs comportementaux pour changer les comportements agissant négativement sur la sécurité et leur bien-être, les acteurs à tous les niveaux, les supports adaptes et efficace à privilégier, les approches de communication,

Les acteurs, publics comme non étatiques, détenant le pouvoir et la capacité technique pour programmer des actions humanitaires (anticipées comme post-catastrophes) font également partie des destinataires et bénéficiaires de cette activité de communication.

En premier lieu, d'Administration est un public cible de choix. Quoique récemment, des mécanismes de financement des risques ont été mis en place avec comme ambition politique de contribuer aux efforts jusqu'à une date récente accompagnés presque exclusivement et de manière significative par les partenaires de la solidarité internationale. Des communications devraient aboutir à un renforcement de ces modalités d'appui. Ces dernières poursuivent le double objectif d'accompagner les initiatives en cours et en même temps de donner un signal politique fort sur une volonté gouvernementale pour soutenir des actions humanitaires.

Des membres du Système des Nations Unies sont des acteurs destinataires des sensibilisations et de la communication. Malgré un démarrage récent dans le processus, ils sont des intervenants majeurs dans l'environnement des interventions humanitaires dans le pays et au niveau des localités exposées et affectées par les effets négatifs des déficits de pluviométrie.

La Croix Rouge Malagasy et le Mouvement Croix Rouge, Croissant Rouge et Cristal Rouge constitue un acteur à part en raison de son statut spécifique auxiliaire des pouvoirs publics. Elle bénéficie de l'opportunité de la couverture géographique nationale en permanence avec un effectif des ressources humaines mobilisables. Les volontaires de la Croix Rouge Malagasy s'élève à environ 14 000 individus. L'importance et la portée internationale des Mouvements permettent d'avoir des plateformes d'échanges techniques, en dehors des possibilités de levées de ressources financières, pour une harmonisation et une mise à l'échelle des pratiques d'intervention.

Pour terminer, les membres des organismes de solidarité internationale et locale œuvrant dans le domaine de la gestion des risques et des catastrophes. Des organisations propres à chaque Institution, des fédérations d'organisation permettent d'avoir une portée internationale dans la mobilisation des ressources (techniques comme financières). Il parait utile de signaler que l'initiative de la mise en place du processus IBF (*Impact Based Forecast*) est issue d'une proposition du Gouvernement Allemand à travers l'ONG allemande également (WHH). Des ressources mobilisées par les ONG, malgré leur caractère localisé et ponctuel, en raison des contrats avec les partenaires (réponses post-catastrophe, etc.) peuvent contribuer à faire avancer la réflexion et expérimenter les pratiques de mise en oeuvre.

V. MISE EN OEUVRE

5.1. Niveau communautaire

Les communautés locales. Engager les communautés locales sur le terrain, par l'intermédiaire des différents groupes et organisations communautaires présents sur le terrain d'intervention. IL s'agit de faire apparaître et ainsi mieux impliquer les groupes les plus difficiles à atteindre, dont les niveaux de sensibilisation à la réduction des risques de catastrophes sont parmi les plus faibles.

Les enfants et les jeunes. Enfants et jeunes constituent une cible prioritaire des activités de communication des alertes. La vulnérabilité des enfants augmente. Lors d'une catastrophe naturelle, les enfants représentent généralement 50 à 60 % des personnes touchées par une catastrophe (UNICEF, 2018). En plus de contribuer à la protection des enfants aujourd'hui, l'éducation de ce public est également un investissement

pour les générations futures et, à long terme, elle contribuera à promouvoir la culture de la préparation et de la résilience qui est au cœur du message sur la RRC.

Les jeunes sont souvent plus réceptifs aux idées nouvelles et plus enclins à changer de comportement. Grâce à leur connectivité avec leurs pairs et les communautés plus larges via les médias sociaux, ils peuvent s'engager dans le partage d'informations et la sensibilisation d'autres personnes. Ce groupe d'audience comprend les mineurs, les écoliers, les étudiants et les jeunes (définis par l'ONU comme étant âgés de 15 à 24 ans).

Les médias. Les médias jouent un rôle essentiel dans la réponse aux catastrophes mais, malgré cela, un manque de sensibilisation à la réduction des risques de catastrophes parmi les reporters a été soulevé. Il est nécessaire de mieux éduquer les médias, de les doter de contenus et d'exploiter leur potentiel pour amplifier les messages sur la réduction des risques de catastrophes. Le groupe d'audience des médias comprend les journalistes, les animateurs de radio, les organisations communautaires et les dirigeants qui tiennent des stands d'information et partagent ou publient des mises à jour.

Dans chacun de ces groupes, on tiendra compte **des personnes en situation d'handicapes** et du **sexe**. Le rapport mondial d'enquête sur les personnes handicapées et les catastrophes de l'UNDRR 2023 a révélé qu'une majorité n'avait pas de plan de préparation. Les outils de planification à Madagascar ont fait l'effort d'inclure cette catégorie de la population dans les travaux de préparation actuels.

Les personnes handicapées sont susceptibles de faire face à des difficultés supplémentaires pour accéder aux services d'urgence, aux abris et aux soins de santé. La sensibilisation à leurs besoins et à leurs droits dans le contexte du risque de catastrophe contribuera à promouvoir une approche plus inclusive de la gestion des catastrophes. La participation des personnes handicapées à la planification et à la mise en oeuvre des stratégies de réduction des risques de catastrophe aidera à faire en sorte que leurs points de vue et leurs besoins uniques soient pris en compte et qu'elles ne soient pas laissées pour compte dans les efforts d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophe.

5.2. Niveau opérationnel et stratégique

Les activités de communication au niveau stratégique répondent à un impératif de sensibilisation des responsables des entités disposant des pouvoirs de décisions sur l'affectation des ressources quant au financement des initiatives d'assistance humanitaire identifiée en fonction des besoins identifiés.

Pour cette catégorie de public cible, il parait nécessaire de promouvoir des actions de communication en vue de diffuser des informations relatives aux trois (3) piliers du processus SAP (Système d'Alerte Précoce).

Les quatre piliers du SAP

1. Connaissance des risques	2. Service de surveillance et d'alerte
Objectif 1. Recueillir systématiquement les données et procéder à l'évaluation des risques	Objectif 2. Développer des services de suivi des risques et d'alerte précoce

3. Diffusion et communication	4. Capacité de réponse
Objectif 3. Communiquer les informations sur les risques et les alertes précoces	Objectif 4. Renforcer les capacités d'intervention nationales et communautaires

L'alerte devrait être étendue au niveau de la communication des résultats issus de la connaissance des risques. Les efforts de communication devraient se porter sur les acteurs définis précédemment avec un objectif de sensibilisation pour faire prendre conscience des enjeux et des défis de base à savoir une bonne connaissance du niveau de vulnérabilité. Des états des lieux de cette analyse de base devrait être orientés vers une analyse des caractéristiques, les tendances de ces paramètres. Une cartographie est également nécessaire en vue d'une localisation pour faciliter les interventions futures au cas ou les menaces venaient à se transformer en catastrophe le moment venu. Les efforts de communication se porteront sur une volonté réelle de rendre ces informations les plus accessibles possibles auprès des ce que l'on qualifierait d'ayants droit.

1. Connaissance des risques
1.1. - Est-ce que les aléas et les vulnérabilités sont bien connus ?
1.2. - Quelles sont les caractéristiques et tendances de ces facteurs ?
1.3. - Est-ce que les cartes des risques sont largement disponibles ?

Les mêmes soucis de communication efficace devraient se porter sur les aspects relatifs au service de surveillance et d'alerte. Les modalités de surveillance devraient faire l'objet le programme de communication. Les informations se rapportant à la surveillance de l'alerte, aussi bien celles relative à la transparence de la méthodologie de contrôle des paramètres à surveiller. De ce souci de base scientifique crédible découle par la suite la validité des données et des renseignements émis pour une utilisation dans le cadre des activités.

2. Service de surveillance et d'alerte
2.1. - Est-ce que les bons paramètres sont contrôlés ?
2.2. - Est-ce qu'il existe un base scientifique solide pour faire des prévisions ?
2.3. - Est-ce que les alertes précises et opportunes peuvent être générées ?

La diffusion et la communication est un engagement à prendre dans un cadre global. La communication au niveau des Institutions étatiques, ministériels, se doivent de servir de plate-forme de fédération des acteurs, des Nations Unies, Mouvement Croix Rouge et des Organismes de solidarité internationale. Les informations doivent en effet faire l'objet d'une consolidation pour une utilisation valable pour les entités en charge de la mise en oeuvre des assistances humanitaires, SAP inclus.

3. Diffusion et communication
3.1. - Est-ce que les alertes atteignent toutes les personnes à risque ?
3.2. - Est-ce que les risques et les alertes sont compris ?
3.3. - Est-ce que l'information offre un avertissement clair et utilisable ?

Les mêmes soucis de communication doivent être développés pour une meilleure diffusion des données et des renseignements. De la crédibilité des outils de préparation dépend celle de la préparation. A remarquer que les libellés des activités de la capacité de réponse dépendent également la rapidité de la mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en oeuvre.

4. Capacité de réponse
4.1. - Est-ce que les plans de réponse sont à jour et ont été testés ?
4.2. - Est-ce que les capacités et les connaissances locales ont été utilisées ?
4.3. - Est-ce que les populations sont préparées et prêtes à réagir aux alertes précoces

VI. APPROCHE CONCERTEE ET PARTICIPATIVE

6.1. Déclenchement et communication de l'alerte

Le déclenchement est un processus répondant à une procédure opérationnelle officielle basées sur trois paramètres, le suivi des risques, les seuils de déclenchement ainsi que les prévisions d'impacts. Le processus poursuit des étapes précises.

(i) Réunion du Groupe de Travail AA-SAP

Des espaces de rencontre, présentiels et virtuels, devant être systématique par mois, constituent le niveau de préparation de base des décisions ultérieures. Le GTT-AA, réunissant des techniciens de l'Administration, en l'occurrence le BNGRC et les départements et services techniques en charge de la gestion des risques et des catastrophes au niveau des ministères techniques et les acteurs humanitaires des institutions non étatiques, se concertent pour réunir les informations permettant de lancer ou non les alertes.

Ces rencontres permettent de formuler des avis d'alerte commun ainsi que des recommandations à émettre au niveau des instances décisionnelles, en l'occurrence le CRIC. Il est utile de souligner que les conclusions portent exclusivement sur les alertes liées aux aléas hydrométéorologiques.

Chaque secteur se doit d'avoir une cellule de réflexion qui lui est propre afin de déterminer périodiquement le niveau du seuil qui lui est également spécifique. Cette entité se doit de transférer cette information auprès de l'entité national en charge de la gestion des risques et des catastrophes, en l'occurrence le BNGRC.

(ii) Réunion de validation du lancement de l'alerte du CRIC

Le CRIC en sa qualité d'organe d'orientation et de validation des actions humanitaires à Madagascar, doit valider les résultats des consultations techniques issues de la réunion du GTT-AA. Cette rencontre, en plus de cette mission de validation, permet de diffuser les niveaux d'alerte au niveau des différents secteurs en charge de la GRC en chaque secteur respectif.

(iii) Diffusion et utilisation des alertes

Chaque acteur humanitaire dispose de leur propre protocole spécifique en aval du déclenchement décidé au niveau national, basé sur les ;recommandations issues des consultations du GTT-AA en réunion ordinaire ou extraordinaire. L'alerte est lancée par le biais du bulletin commun publiée par le BNGRC via les décisions validées par le CRIC.

Un consensus technique est établi sur la base de la lecture croisée des indicateurs issus des différents secteurs.

Pour les alertes lancées, il convient de se fixer des objectifs également réalistes et mesurables en actions anticipées de manière à permettre d'estimer les impacts des initiatives proposées pour réduire les effets négatifs des catastrophes sur les communautés potentiellement affectées.

6.2. Seuils de déclenchement multisectoriels et sectoriels réalistes

(i) Suivi et seuil à caractère multisectoriel

En amont, le BNGRC s'est doté depuis peu (2016, date de la première analyse) d'un outil de suivi des risques à caractère multi-sectoriel. Cet outil est prédictif mais également permet de constater la situation de vulnérabilité au niveau d'un district.

IPC, indice d'alerte au niveau national (insécurité alimentaire aigue)

Nom et description de la phase (avec colorimétrie de classification conventionnelle)	**Phase 1 Aucune Minimale** Phase 1 Aucune/Minimale	**Phase 2 Stress** Phase 2 Stress	**Phase 3 Crise** Phase 3 Crise	**Phase 4 Urgence** Phase 4 Urgence	**Phase 5 Catastrophe Famine** Phase 5 Catastrophe/ Famine
	Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages: • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une mortalité excessive, ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents. (Pour être classée en phase Famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)

Source. Site web: www.ipcinfo.org

L'exercice, soutenu par un collectif de partenaires (ONG, SNU, Mouvement Croix Rouge Croissant Rouge Cristal Rouge, etc.), est mené en principe deux fois par an. Commencé au début avec 10 districts des 3 régions du Grand Sud, l'analyse en couvre actuellement 36. Ils se répartissent sur l'ensemble des localités affectées par les cyclones inondation en plus de celles touchées par la sècheresse. Le pays se projette d'établir le protocole pour l'insécurité alimentaire chronique. Une fois en place, cette nouvelle approche sera intégrée dans le processus de suivi à caractère multisectoriel.

Sur les cinq niveaux de vigilance, les descriptions font état de la gravité de la situation. Après une présentation de la colorimétrie conventionnelle en termes de mesure de gravité ainsi que les descriptifs des caractéristiques par phase. Il est utile de souligner que la phase 5, de par le caractère extrême des manifestations nécessite un protocole interne spécifique pour être déclenchée.

IPC, indice d'alerte au niveau national (insécurité alimentaire aigue)

Nom et description de la phase (avec colorimétrie de classification conventionnelle)	**Phase 1 Aucune Minimale**	**Phase 2 Stress**	**Phase 3 Crise**	**Phase 4 Urgence**	**Phase 5 Catastrophe Famine**
	Phase 1 Aucune/Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/ Famine
Objectifs de réponse prioritaires	Action requise pour construire la résilience et réduire les risques de catastrophe	Action requise pour réduire les risques de catastrophe et protéger les moyens d'existence	**Action urgente requise pour :** Protéger les moyens d'existence et réduire les déficits de consommation alimentaire	Sauver les vies et les moyens d'existence	prévenir des décès à grande échelle et éviter un effondrement total des moyens d'existence

Source. Site web: www.ipcinfo.org

Sur les cinq niveaux de vigilance, les descriptions font état de la gravité de la situation. Après une présentation de la colorimétrie conventionnelle en termes de mesure de gravité ainsi que les descriptifs des caractéristiques par phase.

Il est utile de souligner que :

- La phase 3 et plus, pour un district donné, justifie une action urgente, comme le tableau l'indique. Tout district classé dans ces catégories doit faire l'objet d'une attention particulière pour une intervention anticipée pour tous secteurs confondus. La raison en est que le protocole se base sur une analyse et une lecture croisée des indicateurs issus des secteurs. Par conséquent, le fait qu'un district figure dans cette classification humanitaire signifie qu'une forte majorité des indicateurs sectoriels sont à un niveau de vigilance méritant une observation spécifique.
- Pour la phase 5, de par le caractère extrême des manifestations nécessite un protocole interne spécifique pour être déclenchée.

La nécessité d'avoir un outil, en l'occurrence le protocole d'estimation des causes et de la sévérité de l'insécurité alimentaire aiguë (IPC), permet un double objectif. Le déploiement de cet outil facilite le suivi de la thématique de l'insécurité alimentaire au niveau des districts concernés. Le protocole permet de constater la situation de l'insécurité alimentaire à un moment précis et dont le degré de sévérité menace des vies, des moyens d'existence ou les deux et ce, quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée.

L'analyse permet également une approche de suivi-évaluation des impacts des actions et des réponses humanitaires engagées au sein de ces localités.

En effet, une baisse du niveau d'alerte atteste une amélioration relative de la situation des communautés qui y vivent. Le niveau d'alerte apparaît par le biais des phasages des districts objet des analyses. Ce niveau d'administration est fixé comme l'échelle standard de la résolution cartographique des analyses au niveau aussi multi-sectoriel que sectoriel. Des niveaux d'investigation plus proches des communautés relèveront plus du ciblage pour la mise en œuvre des activités une fois les alertes déclenchées.

A titre de rappel, la signification de ces dernières est fonction d'une lecture et d'une analyse croisée des indicateurs relavant des différents secteurs. Deux d'entre eux apparaissent comme exposés et impactés directement par un déficit ou un excès de précipitation. Il s'agit en occurrence

- Du secteur Agricole (au sens large, incluant ainsi l'élevage entre autres volets important) et
- De l'eau au sens large également (incluant l'accès à une eau de qualité, l'hygiène et l'assainissement). Le score de consommation alimentaire fait partie des preuves directes dans l'analyse IPC. L'accès à l'eau, quoique classé facteurs contributifs n'en demeure pas néanmoins important. Il constitue une preuve utilisée pour vérifier une des piliers principaux de la sécurité alimentaire qu'est l'utilisation en en suite logique fait référence aux aspects nutritionnels. Ces deux secteurs seront présentés en place prioritaire.

Tableau de bord de suivi de la secheresse

C'est un écosystème intégré pouvant générer une alerte précoce sécheresse, un prototype, interopérable avec les principaux systèmes d'information sur la sécheresse, Il sera piloté par des institutions clés, dotées de capacités renforcées, capables de générer des alertes précoces fondées sur les impacts potentiels, en vue de déclencher des actions anticipatoires ciblées. Dans sa mission consiste de produire un bulletin unique consolidé.

VII. Analyse CAP (Connaissance - Aptitude - Pratique) et perception de la vulnerabilite

L'analyse des *Connaissances, Attitudes et Pratiques* (CAP) par secteur représente une étape fondamentale dans le processus d'élaboration d'une stratégie de communication. Elle vise à cerner en profondeur la manière dont le public cible comprend une thématique, les perceptions et sentiments qu'il y associe, ainsi que les comportements qu'il adopte au quotidien.

Plus précisément, cette approche permet d'identifier :

- ce que les individus savent ou pensent savoir sur un sujet donné ;
- ce qu'ils ressentent ou pensent à l'égard d'une information ou d'un comportement ;
- et enfin, les actions concrètes qu'ils mettent en œuvre dans leur vie quotidienne.

Le tableau ci-apres represente les points saillants ressortis par les participants ayant represente les entites gouvernementales du niveau central et du niveau decentralise, les UN, les membre du reseau de communication Ifandray et les OSC lors de l'atelier d'elaboration du present document dans la grande region du SUD de MADAGASCAR au mois de mai 2025.

SECTEURS	CONNAISSANCES	ATTITUDES	PRATIQUES
WASH	L'eau est très peu disponible et difficilement accessible dans le Sud de Madagascar. Les zones hors littorales disposent d'une ressource en eau souterraine abondante et durable. Les zones littorales ne possèdent pas de ressource en eau souterraine.	Toute source d'eau accessible est utilisée pour la consommation, même si elle n'est pas de bonne qualité, car elle est proche. La pénurie d'eau est perçue par certains comme une opportunité de générer des revenus. Bien que l'eau souterraine soit disponible, ni le gouvernement ni les projets en cours ne nous apportent le soutien nécessaire pour y accéder. Malgré les difficultés, nous sommes contraints de parcourir de longues distances pour trouver de l'eau.	La consommation d'eau est strictement limitée aux besoins essentiels. Les communautés s'efforcent de rationaliser le peu d'eau disponible. Certaines communautés utilisent des techniques adaptées pour économiser l'eau, comme la micro-irrigation en agriculture, ou encore le Tipytap et le Satotap pour l'hygiène. De nombreux ménages traitent déjà l'eau à domicile, notamment en la faisant bouillir avant consommation. Des impluviums artisanaux sont construits par les habitants eux-mêmes pour recueillir l'eau de pluie. Les populations parcourent de longues distances pour accéder à de l'eau potable.
	Dans la région de l'Androy, la présence de latrines est perçue comme utile et bénéfique pour les ménages.	Le coût élevé des matériaux de construction constitue un frein, même lorsque les ménages souhaitent améliorer leur assainissement. Les matériaux locaux disponibles ne permettent pas de construire des latrines durables et résistantes.	Le lavage des mains avec du savon n'est pas pratiqué de manière quotidienne. Le lavage des mains n'a lieu que lorsque l'eau et le savon sont disponibles à proximité.

	Dans certaines communes de la région d'Anosy, l'utilisation des latrines reste un sujet tabou et peu pratiqué. La gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) est encore un sujet tabou, aussi bien au sein des familles que dans la communauté.	Le stockage des matières fécales dans une fosse est considéré comme un fady (tabou culturel) dans certaines communautés. Le lavage des mains est reconnu comme essentiel, mais l'eau et le savon ne sont souvent pas disponibles. Pour de nombreuses familles, l'accès à l'eau est prioritaire, reléguant l'assainissement et l'hygiène au second plan. La gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) fait l'objet d'une discrétion totale, limitant les discussions et les actions autour de ce sujet.	Les dépenses des ménages sont prioritairement orientées vers l'accès à l'eau, au détriment de l'assainissement et de l'hygiène. Les femmes et les adolescentes doivent faire face seules aux défis liés à la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM), sans réel soutien communautaire ou familial.
NUTRITION	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant La méconnaissance des groupes alimentaires adaptés aux enfants est due à un manque d'information et de compréhension au sein de la communauté.	La communauté n'est pas convaincue des bienfaits d'une alimentation diversifiée, notamment à cause des difficultés d'accès à l'eau et aux aliments variés. Les habitudes alimentaires, le manque de conviction, de temps, et de ressources financières limitent également l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles.	La communauté nourrit les enfants principalement avec les aliments disponibles au foyer, suivant les habitudes culinaires traditionnelles, sans diversité alimentaire : « bageda hatono, balahazo patsoka… »
	La communauté connaît bien les messages clés sur l'allaitement maternel, notamment l'allaitement exclusif jusqu'à 6 mois et sa poursuite jusqu'à 24 mois.	Certaines mères hésitent à reconnaître les avantages de l'allaitement maternel, surtout en comparant avec leurs enfants précédents qui n'ont pas rencontré de problèmes de santé. Une barrière culturelle persiste autour de l'allaitement bilatéral, considérée comme un	La fréquence de l'allaitement diminue en raison de la réduction du temps de congé maternité, de la hausse du coût de la vie, et du réchauffement climatique. L'introduction précoce d'aliments et autres liquides est

		tabou, souvent désignée par l'expression « reny misy hatsife ».	pratiquée pour éviter la déshydratation liée à la sensation de faim chez le bébé.
	NDF (Nutrition de la femme) femme enceinte et allaitante : La communauté manque de connaissances sur l'importance d'une alimentation adaptée pour les femmes enceintes et allaitantes.	L'alimentation des femmes enceintes et allaitantes est contrainte par des facteurs comme l'accessibilité limitée aux aliments, la polygamie, et la charge de nourrir plusieurs enfants. Les normes sociales, telles que la polygamie, la priorité alimentaire donnée aux hommes, et les tabous alimentaires, influencent négativement leur nutrition.	L'alimentation des femmes n'est pas considérée comme prioritaire dans la communauté. Il n'est pas rare qu'une femme enceinte ou allaitante ne mange qu'une à deux fois par jour, souvent en quantités insuffisantes.
	ANJE/adolescents : La population est globalement consciente de l'importance de la diversification alimentaire et d'une bonne nutrition pour les adolescents et les jeunes. Cependant, il existe une méconnaissance des besoins nutritionnels spécifiques des enfants et adolescents, ainsi que des sources, méthodes de préparation et bonnes pratiques d'utilisation des aliments.	Les besoins alimentaires des adolescents sont souvent négligés au sein des ménages. Les parents privilégient généralement la quantité des repas plutôt que leur qualité nutritionnelle. De leur côté, les adolescents et les jeunes ont tendance à préférer des aliments peu nutritifs et malsains.	Aucun aliment spécifique n'est prévu pour répondre aux besoins nutritionnels des adolescents. Les familles pratiquent une rationalisation des aliments disponibles, en raison de la rareté des ressources. Le goûter des enfants se compose principalement de snacks.

	Les jeunes, de leur côté, ne savent pas toujours identifier les aliments sains et équilibrés pour leur santé.		
	le manque de connaissance des droits de l'homme entrave la participation active et inclusive des individus à la vie sociale et communautaire.	Des formes de discrimination persistent au sein des communautés, notamment liées au genre, au handicap et à l'âge, limitant l'égalité des chances et la participation de tous.	Les membres ne mangent qu'après le chef de famille, reflétant des hiérarchies sociales encore très présentes. Le chef de famille consomme généralement une part plus importante des repas, tant en quantité qu'en qualité, par rapport aux autres membres. Les hommes prennent majoritairement les décisions concernant l'utilisation des revenus du ménage, souvent au détriment de la nutrition des femmes et des enfants.
SAMS	<u>Agriculture</u> Le calendrier cultural publié par le MINAE est suivi par certains agriculteurs qui reprennent les semis en espérant que les précipitations viendront conformément au calendrier.	En raison des effets du changement climatique et des alertes issues du système d'alerte précoce (SAP), les repères liés au calendrier cultural se perdent progressivement. Les communautés agricoles hésitent de plus en plus à suivre le calendrier établi, car les précipitations deviennent imprévisibles. Faute de moyens financiers, les agriculteurs n'ont que deux options : utiliser les pesticides distribués dans le cadre des projets ou se tourner vers des solutions traditionnelles,	La répartition habituelle des récoltes s'organise comme suit : 65 % sont destinés à la vente, 20 % à la consommation familiale, 10 % sont conservés comme semences pour la saison suivante, et 5 % couvrent les charges ou cotisations sociales. Faute de moyens, les agriculteurs continuent de recourir aux ady gasy, des

	Les cultures privilégiées sont principalement des variétés à cycle court, telles que le maïs, le sorgho et la patate douce, adaptées aux conditions climatiques locales. Les populations disposent de connaissances sur l'utilisation des pesticides, même si elles sont conscientes des risques associés à leur usage.	comme les ady gasy (pesticides artisanaux locaux).	solutions locales et traditionnelles comme les pesticides artisanaux, en alternative aux intrants agricoles industriels.
	<u>Elevage</u> Les communautés sont conscientes de l'importance de la vaccination du bétail	En raison du manque de moyens financiers, la vaccination du bétail n'est pas pratiquée. Les éleveurs se tournent vers des pratiques traditionnelles, souvent sans accès aux soins vétérinaires, ce qui limite la prévention et le traitement des maladies animales.	Les traitements vétérinaires sont réalisés uniquement de manière curative, une fois les animaux malades, faute de moyens pour mettre en place une prévention efficace.
	<u>Pêche</u> Les pêcheurs connaissent les signaux d'alerte en mer émis par le système d'alerte précoce (SAP mer)	Les pêcheurs connaissent les signaux d'alerte en mer émis par le système d'alerte précoce (SAP mer), mais en dépit de ces informations, ils choisissent de sortir en mer. Cette prise de risque est motivée par la nécessité économique de subvenir aux besoins quotidiens de leurs familles.	Quelle que soit la météo, les pêcheurs continuent de sortir en mer, contraints par la nécessité économique. Ils utilisent des pirogues farafantsy, bien adaptées aux conditions locales, ce qui leur permet de naviguer même en situation de risque. (Iakambezo)
	Les communautés connaissent les systèmes	Bien que les systèmes d'alerte précoce (SAP) modernes soient connus (radio, SMS, comités	Les communautés accordent une priorité au respect des

	d'alerte précoce (SAP) mis en place, notamment à travers des canaux comme la radio, les messages SMS et les comités locaux de veille. En parallèle, des SAP traditionnels continuent d'être utilisés, reposant sur l'observation des signes naturels pour anticiper les événements climatiques. Le dérèglement climatique rend cependant ces repères de moins en moins fiables, compliquant la prise de décision au niveau local.	locaux), de nombreuses communautés préfèrent se fier aux SAP traditionnels, fondés sur les croyances locales et l'observation des signes naturels.	systèmes d'alerte précoce traditionnels, basés sur leurs croyances et savoirs culturels, même en présence d'outils modernes.
PROTECTION DE L'ENFANT	Le mariage d'enfant est encouragé par la tradition, à travers des pratiques comme le "sambon-donake" ou le "sazo zaza", qui sont des formes de mariages arrangés visant à garantir que l'enfant soit uni à une personne perçue comme stable ou capable d'assumer ses	Le mariage précoce, parfois qualifiée de "libertinage traditionnel", accorde une forme de permissivité aux adolescentes et jeunes filles leur permettant d'entretenir plusieurs relations en échange de biens matériels appelés "tangy". Pour certaines, cette forme de relation est perçue comme une source de fierté, car elle peut leur permettre d'assurer leur avenir (construction d'une maison, acquisition de bétail) et de soutenir leur famille. Les jeunes filles ayant cette "bonne réputation" peuvent même être proposées aux invités de prestige.	En période de difficulté économique, cette pratique tend à se généraliser, perçue comme un moyen d'alléger les charges familiales.

	responsabilités en tant que gendre.	Sur le plan culturel, la valeur d'une fille est souvent mesurée en fonction des richesses ou des sommes que sa famille pourra obtenir lors de son mariage..	
		La plupart des jeunes filles n'ont ni l'habitude ni les connaissances nécessaires sur les méthodes de prévention. Il existe une forte réticence au planning familial, notamment chez les hommes, qui, par jalousie, souhaitent surveiller leurs femmes pendant la grossesse. L'ignorance, le manque de scolarisation et l'absence d'éducation familiale sont courants, avec des parents souvent peu instruits et non éduqués.	Grossesse précoce chez les jeunes filles
	Les enfants représentent une grande richesse.	À cause de la pauvreté, les enfants ne sont plus perçus comme des richesses, mais plutôt comme une charge. Le dicton « l'enfant est une richesse » ne reflète plus la réalité actuelle.	Abandon volontaire des enfants. Il laisse ses enfants au bord de la rue ou quitte sa femme et ses enfants.
	Il y a une méconnaissance des lois relatives aux abus sexuels, et certaines personnes pensent que ces lois ne sont pas réellement appliquées.	Les abus sont favorisés par plusieurs facteurs : des mécanismes de protection insuffisants, la pauvreté, et l'exposition aux impacts négatifs des réseaux sociaux. Il existe un manque généralisé de confiance envers le système judiciaire et administratif, accentué par l'éloignement géographique des tribunaux. Dans ce contexte, les arrangements à l'amiable sont souvent privilégiés, motivés par la pauvreté et les pertes subies, notamment dans les cas d'abus ou de conflits.	Les enfants sont victimes d'exploitation et d'abus sexuels, de violences, ainsi que de trafic d'organes.

	Existence de tabou entre les membres de la famille.	Acceptation des Us et coutume/indifférence.	L'inceste ne concerne pas les enfants biologiques, mais les membres proches de la famille tels que les oncles, tantes, cousins ou cousines.
	Abandon scolaire des enfants	Du côté des parents, plusieurs facteurs freinent la scolarisation des enfants : le manque de moyens financiers, l'éloignement ou l'absence d'établissements scolaires. Nombreux sont ceux qui estiment que l'école n'offre pas de garantie d'avenir et représente une perte de temps. Par ailleurs, des mentalités inégalitaires persistent : les filles ne doivent pas, selon certains, dépasser les garçons en niveau d'instruction, car leur rôle serait avant tout de s'occuper du foyer.	Le travail des enfants inclut la garde des zébus, le travail sur les sites de mica, l'exploitation minière et le transport d'eau.
SANTE	La population dispose d'une connaissance limitée sur l'efficacité et les bénéfices de la vaccination La population ignore souvent les mesures préventives essentielles pour éviter les maladies infantiles.	La circulation de rumeurs et de désinformation influence négativement la perception des mesures sanitaires. Une partie de la communauté estime que les mesures préventives ne sont pas indispensables pour leur santé. En milieu rural, la mort est souvent attribuée à des causes surnaturelles telles que les mauvais sorts ou l'empoisonnement. « tsy maty avô no tsy vosavy na vorehign'olo »	Le refus de la vaccination et le non-respect du calendrier vaccinal sont courants dans certaines communautés, en raison de la méconnaissance, de la méfiance ou de contraintes d'accès. L'automédication est fréquemment pratiquée.

			Beaucoup se tournent rapidement vers les tradipraticiens pour les soins.
	PEC (Prise en charge) : La gravité des complications liées aux maladies est souvent méconnue par la population.	Beaucoup pensent que les maladies guérissent spontanément sans intervention médicale.	La gestion des maladies suit souvent une routine bien établie.
	CPN (Consultations prénatales, y compris pour les adolescentes et jeunes.) La communauté reconnaît l'importance de réaliser les consultations prénatales. Cependant, la connaissance des CPN 3 et 4 reste faible. Les connaissances sur la santé reproductive des jeunes et des adolescentes sont insuffisantes.	Les consultations prénatales (CPN) sont suivies seulement jusqu'à un certain mois de la grossesse, avant d'être abandonnées prématurément. La santé des jeunes et des adolescents est souvent négligée dans la communauté	Les premières consultations prénatales (CPN1 et CPN2) se déroulent principalement au niveau des Centres de Santé de Base (CSB). De nombreux accouchements ont lieu chez les matrones, sans assistance médicale qualifiée. Les rapports sexuels précoces et non protégés sont fréquents chez les adolescentes. Les jeunes filles sont souvent séparées de leur famille à l'adolescence. Le mariage des enfants reste une pratique courante dans certaines communautés.
	La communauté connaît les différentes offres de	La communauté perçoit les Centres de Santé de Base (CSB) comme destinés uniquement aux cas graves.	Les services de santé sont souvent utilisés tardivement,

	services disponibles dans les centres de santé.	Les sites communautaires et les services de santé de proximité sont peu utilisés.	uniquement lorsque la situation devient critique. Les malades ne sont conduits au centre de santé que lorsque les guérisseurs traditionnels ne parviennent plus à les soigner. Le suivi de la croissance des enfants ainsi que les dépistages précoces ne sont pas réalisés systématiquement. Les enfants malnutris sont fréquemment amenés chez les tradipraticiens plutôt qu'à des structures médicales.
	La communauté est consciente que les ATPE, ASPE et la vitamine A sont des médicaments destinés aux enfants et ne doivent pas être vendus	Les parents ne sont pas pleinement convaincus des effets néfastes que peut avoir la consommation inappropriée de certains produits sur la santé des enfants.	Les parents partagent souvent les rations thérapeutiques destinées aux enfants malades avec les autres enfants du foyer. Les PN et ASPE sont parfois détournés de leur usage médical, vendus sur les marchés, ou utilisés comme goûter pour les enfants.
EDUCATION	La communauté a une bonne connaissance de l'importance de l'éducation.	En période de sécheresse, la survie des enfants prend le pas sur la priorité accordée à l'éducation.	Malgré la volonté des acteurs de l'éducation de respecter le calendrier scolaire, l'envoi des enfants à l'école est souvent suspendu en raison des impératifs de survie, entraînant

			un phénomène de déscolarisation.
	La cantine scolaire offre une alimentation gratuite et disponible pour les élèves.	Pour beaucoup d'enfants, aller à l'école signifie surtout pouvoir bénéficier de repas à la cantine. Sans cette aide alimentaire, ils ne voient pas l'intérêt d'y assister régulièrement.	L'envoi des enfants à l'école est souvent motivé par la volonté des familles de leur faire bénéficier de la ration alimentaire journalière. De leur côté, les enfants expriment souvent le souhait d'aller à l'école principalement pour accéder aux repas servis à la cantine.
	Les écoles disposent parfois de points d'eau où les élèves peuvent boire. Pour les ménages, l'accès à l'eau potable se fait souvent à plusieurs kilomètres de leur domicile.	Les enfants peuvent boire de l'eau à l'école, à condition qu'un point d'eau y soit disponible. Parfois, les enfants sont sollicités pour aller chercher de l'eau, ce qui peut les exposer à des situations difficiles.	Certaines familles envoient leurs enfants à l'école principalement pour qu'ils puissent boire de l'eau. L'absentéisme scolaire est fréquent, car de nombreux élèves doivent parcourir plusieurs kilomètres pour aller chercher de l'eau.
	Les enseignants sont conscients des perturbations fréquentes dans le déroulement du calendrier scolaire.	Les enseignants renforcent leur conscience du devoir de protection envers les élèves, malgré les difficultés rencontrées. Toutefois, une démotivation notable touche particulièrement les Enseignants Non Fonctionnaires (ENFs), ce qui impacte la qualité de l'enseignement.	Les pratiques scolaires sont ajustées pour s'adapter aux contraintes liées à la sécheresse et aux conditions difficiles. L'absentéisme des enseignants augmente, compliquant la continuité pédagogique.

	Les faibles moyens de subsistance dans leur localité actuelle poussent certaines familles à migrer.	Certaines familles migrent en quête de meilleures opportunités de subsistance dans d'autres localités.	L'abandon scolaire des élèves, motivé par la migration pour suivre leurs parents, peut entraîner une déscolarisation totale ou une hausse du taux de redoublement.
	Les kits scolaires et récréatifs jouent un rôle important dans le soutien à la scolarisation et des enfants.[2]	La fourniture de kits scolaires et récréatifs contribue à motiver les élèves. Elle permet également d'alléger les charges financières des parents. Par ailleurs, cette aide peut être perçue comme une source de revenus supplémentaires pour certaines familles.	Certaines familles envoient leurs enfants à l'école principalement pour qu'ils bénéficient des kits scolaires et récréatifs. Les enfants manifestent souvent la volonté d'aller à l'école surtout pour recevoir ces kits. Dans certains cas, les kits scolaires sont revendus par les familles, ce qui peut réduire leur impact initial.
HABITAT	La communauté connaît les traditions et coutumes locales en matière d'habitat, où la construction d'une tombe est parfois considérée comme plus prioritaire que celle d'une maison d'habitation.	Il existe un faible intérêt à investir dans la construction d'une maison. Selon les coutumes locales, à la mort d'un propriétaire, ses biens doivent être consommés ou partagés, ce qui décourage les investissements durables dans l'habitat. La construction d'une tombe est souvent perçue comme plus importante que celle d'une maison, car elle reflète le statut social et prépare à la mort. Les zébus, tout comme la maison, sont considérés comme des biens de grande valeur symbolique. Cependant, les zébus ne sont	Les familles n'hésitent pas à vendre leurs maisons et leurs biens en cas de besoin. De grandes sommes sont dépensées pour la construction de tombes, qui sont souvent considérées comme prioritaires par rapport au logement. L'habitat est majoritairement constitué de cases traditionnelles de 2 x 3 mètres, abritant des familles de 5 à 6 personnes. Ces habitations sont dépourvues

		jamais abattus, même en cas de famine extrême, illustrant leur importance culturelle et sociale.	d'installations sanitaires, de cuisine, d'électricité et de mobilier ; les enfants n'ont pas de lit, et peu de moyens sont consacrés à l'ameublement. Les familles vivent dans des hameaux d'environ 15 maisons regroupées. Les matériaux utilisés pour la construction sont locaux, principalement de la terre battue. L'espace clôturé autour de la maison comprend l'étable, le poulailler et la case familiale.
PROTECTION SOCIALE	La communauté est consciente de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.	Les normes sociales confèrent davantage de pouvoir aux hommes : les femmes n'héritent pas, ne prennent pas part aux décisions importantes et sont cantonnées aux tâches domestiques.	La prise de responsabilité des hommes varie selon leur statut marital (attribution des dots à la famille, demande officielle …) Pratique de la coutume par l'attribution d'indépendance aux filles à l'âge de 14 ans (Dotation d'un foyer où elles peuvent recevoir des hommes)
		Les coutumes traditionnelles, toujours prédominantes, maintiennent une perception selon laquelle l'homme n'a pas de responsabilité directe envers l'enfant et la mère.	La monoparentalité est fréquente, principalement à la charge des femmes. Les comportements et pratiques des communautés sont

		Il existe une ignorance généralisée concernant l'état civil (carte d'identité, mariage civil, livret de famille), limitant l'accès aux droits.	fortement influencés par leurs attitudes.
	Manque d'éducation et d'information sur le mariage d'enfant.	Acceptation des Us et coutume/indifférence.	Us et pratique sur mariage arrangé Inceste, mariage arrangé et le mariage réservé, souvent décidé dès la grossesse (valy fofo), restent courante dans la communauté
	Manque ou insuffisance de connaissances sur les droits des personnes en situation de handicap. Dans la communauté, il existe de fausses croyances liées au handicap, telles que la malédiction, la contagion ou la malédiction des ancêtres.	Les familles qui ont des personnes en situation de handicap en leur sein ressentent de la honte. Les personnes en situation de handicap s'isolent elles-mêmes.	Les personnes en situation de handicap sont souvent victimes de harcèlement et d'exclusion.
	Il y a une méconnaissance des lois sur les abus sexuels, et beaucoup pensent qu'elles ne sont pas réellement appliquées.	Les abus sont favorisés par la faiblesse des mécanismes de protection, la pauvreté, et l'exposition aux dangers des réseaux sociaux.	Les femmes et les enfants ainsi que les personnes handicapées sont exposés à l'exploitation, aux abus sexuels et aux violences. La communauté recourt à la possibilité d'un arrangement à l'amiable pour éviter l'exclusion,

			la vengeance au niveau de la communauté envers la victime.
MOUVEMENT MIGRATOIRE		Parmi les causes de la migration du Sud vers le Nord figurent la tradition, le mode de vie et l'obligation de quitter momentanément sa contrée — mipay karama avaratse agne (chercher du travail dans les régions du Nord), mitalià vara, mandeha mamanga (chercher de la richesse) . C'est une habitude enracinée depuis la colonisation.	Cette migration interne est devenue une logique de survie. Les femmes sont souvent abandonnées et se retrouvent sans ressources, car les biens familiaux ont été décapitalisés pour permettre au mari ou à l'aîné de la famille de partir chercher des opportunités ailleurs. Elles se retrouvent ainsi privées de toute base productive. Les hommes sont contraints de quitter le foyer pour travailler.

VIII. Analyse des acteurs de communication

ACTEURS	SPÉCIFICITÉ (VALEURS AJOUTÉES/PLUS-VALUE/ATOUTS)	ATTENTES	CONTRAINTES
ELS / Comites locaux	Collecte d'informations au niveau fokontany Appropriation (maîtrise) au niveau local La population locale sait tout sur son village : les tabous, la sécurité, la population, les us et coutumes Actes ou travails volontaires Personnes distinguées, respectées Communication de proximité Intervention rapide mitigation facile interaction direct avec la communauté Garant de la pérennité, opérationnel sur le long terme	Sensibilisation de la communauté Protection de la population et de ses propriétés Apport d'information. Sensibiliser (sensibilisation et mobilisation sociale) Acquisition d'information/données Intermédiaire – faciliter la communication Référenceur Relais entre la communauté et les APART	Compétences à renforcer Manque de moyens (matériels, transport, frais de comm, etc.) Non représentatif mais membre de famille du président fokontany Facilement manipulé par l'autorité Disponibilité Compétence a communiqué
Maires	Connait les réalités sur terrain	En tant que président du CCGRC, responsable de la remontée d'informations au niveau communal	Peu de moyen de communication

	Peut travailler de concert avec les acteurs éducatifs Capacité de prise de décision (FDL, PDLIi)		
Chefs Fokontany	Disposent des informations réelles au niveau local Respectés par la communauté	Disponibilité En relation avec le Maire Partage d'informations auprès de directeurs, de la communauté (dont les parents d'élèves)	Budget Peu de connaissance des procédures Administratives Influence Politique
Autorités traditionnelles	Personnes influentes Respectés par la communauté Détienent les pouvoirs ancestraux Capable de résoudre des problèmes Conseillers Connaîssent et veillent au respect des normes sociales, les traditions, mœurs et coutumes	Mobilisation de la communauté à la prise de responsabilité en faveur du développement des secteurs, d'accès aux services/utilisation des services (éducation, WASH, sante, nutrition, protection de l'enfant, protection sociale Facilitation de la mise en œuvre des activités/projet/programme au niveau local Médier Peuvent convaincre la population Modèle au niveau social	Influence politique Frein de la mise en œuvre des activités au niveau local en cas de refus des autorités traditionnelles Compétences insuffisantes sur les thématiques (compétences des autorités traditionnelles à renforcer (SAP, activités de communication pendant les urgences) Faible niveau d'instruction voire illettrisme/analphabétisme pour certains illettrés Limite à l'utilisation de la technologie / Personnes âgées. A mobilité réduite.

			Se basent aux cultures traditionnelles Culture et norme sociale Disponibilité et engagement Outils de la communication
Autorites religieuses	Personnes influentes Respectés par la communauté	Modèle au niveau social Mobilisation de la communauté à la prise de responsabilité en faveur du développement des secteurs, d'accès aux services/utilisation des services (éducation, WASH, sante, nutrition, protection de l'enfant, protection sociale Peuvent convaincre les gens et adresser les cas de réticence ayant une connotation spirituelle/religieuse	Compétences insuffisantes sur les thématiques (compétences des autorités traditionnelles à renforcer (SAP, activités de communication pendant les urgences) Disponibilité et engagement
Agents communautaires	Travail multi-sectoriel et pluridisciplinaire Touche à tout, transversale et ont la confiance de la communauté. La population locale sait tout sur son village : les tabous, la sécurité, la population, les us et coutûmes	Remontée des informations multi-sectorielles Facteur/élément liant la communauté et les acteurs Protection de la population et de ses propriétés	Compétences à renforcer Manque de moyens (matériels, transport, etc.) Manque de motivation Certains sont déjà âgés, d'où la mobilité est réduite

	Volontariat (pas remuneres) Personnes respectées Formés sur les différents thématiques Membre de la communauté	Apport d'information. Sensibiliser (sensibilisation et mobilisation sociale) Acquisition d'information/données Prise en charge au niveau communautaire Référenceur Renforcement de l'engagement	Besoin de relève
Warner	Informations rapides Travail multi-sectoriel et pluridisciplinaire Alerteur Fait des actions volontaires Fournit des informations rapidement Rattaché au BNGRC Doté de moyen : téléphone mobile	Diffusion d'informations en temps réel Remontée des informations multi-sectorielles, rapide via KOBOCollect Facteur/élément liant la communauté et les acteurs Partage tout simplement mais ne fait pas des interprétations. Maitriser leurs informations pour ne pas être hors sujet . Faire attention aux informations sensibles	Information sans filtre d'où le besoin de recoupement Dépend de la disponibilité des réseaux téléphoniques Besoin de formation Compétences à renforcer Manque de moyens (matériels, transport, etc.) Nombre insuffisant. Ne couvre pas tous les fokontany Manque de formation sur la communication des informations. Problème de couverture de réseau.
VOLONTAIRES COMMUNAUTAIRES (JVGRC,	Jeunes formés en GRC	Disponibilité Action rapide	Moyens de mobilisation et équipement

RAJV, SCOUTS, CRM, …)	Capable de communiquer avec la communauté Jeunes volontaires Courageux De proximité, par fokontany Capacité à être mobilisé en tout temps	Aide au ciblage des bénéficiaires Arrange la distribution des vivres (sécurité) Aide en cas d'urgence (feux de brousse, secours, évacuation)	RAJV = Tanà seul Manque de renforcement de capacités Doit être surveillé Besoins de motivation Manque d'équipement Disponibilité, besoins de formation et accompagnement

IX. Analyse des CANAUX DE COMMUNICATION par secteur

a. Secteur EDUCATION

Acteurs	Spécificité (valeurs ajoutées/plus-value/atouts)	Attentes	Contraintes

Membre comité GRC (DREN-CISCO)	Service territoriales Déconcentrés formés sur la GRC	Transmission d'informations ascendantes et descendantes Descente sur terrain en matière de sensibilisation et de réponses	Moyens de mobilisation et équipement
Chefs ZAP	Connait les réalités sur terrain et les procédures de l'éducation Influents auprès des directeurs d'écoles, des enseignants et de la communauté	Recoupement des informations Contrôle des volontaires	Disponibilité Travaille seul Insécurité Disponibilité d'outils de consolidation d'informations

Directeurs d'établissements scolaires	Proximité avec les enseignants, les parents et les élèves Connaissent les réalités du terrain 30% connaissent les procédures du MEN en matière de GRC	Capacité à évaluer les dégâts Fournir les informations en temps réel et les données statistiques précises	N'habitent pas forcément sur la zone d'implantation de l'école Disponibilité d'outils de communication
Fédération des FEFFI	Dans le PITAF, ce groupement réunira plusieurs FEFFI	Sensibilisation entre pairs Facilite les forums communautaires	Moyens de mobilisation
FEFFI	Inclut des membres déjà formés en GRC	Sensibilisation entre pairs Facilite les forums communautaires	Moyens de mobilisation
Club RRC/ACC	Élèves ayant reçu une formation sur le RRC/ACC	Éducation par les pairs	Mise en place limitée par les moyens financiers

b. Secteur SAMS

Acteurs	Spécificité (valeurs ajoutées/plus value/atouts)	Attentes	Contraintes
Comité EWAA	Partage et interprétations des informations météorologiques et climatiques Elaboration de plans d'actions communautaires anticipées	Sensibilisation communautaire sur le partage des informations météorologiques (précipitations, vitesse du vent, température) Remontée des plans d'actions communautaires	Réseau internet Manque de moyens (matériels, transport, etc.)

c. Secteur Santé/Nutrition

Acteurs	Spécificité (valeurs ajoutées/plus-value/atouts)	Attentes	Contraintes
Agents de santé (CSB, équipe mobile) District et région	Système de santé, existence de circuit et outils d'information déjà bien structure. Compétents pour transmettre les messages	Remonte d'information rapide et bien analyse et retro information vers la communauté. Enquête officielle pour justifier Plan de communication claire et participative	Hiérarchie du ministère

ORN (animateur-Employé de suivi-RSE…)	Système de la nutrition	Recherche des approches différenciés et partage des messages claire et cibles et retro information Enquête officielle pour justifier Plan de communication claire et participative	Leadership, insuffisance de ressources
OSC/UN	Technique et financier aux diffusions de messages	Partage d'expérience d'autre région et pays. Appui technique et financier Recommandations et guideline	

d. Secteur WASH

Acteurs	Spécificité (valeurs ajoutées/plus-value/atouts)	Attentes	Contraintes
ATEAH/ADL	Expérience et expertise WASH au niveau de la commune. Peut-être ADL et Warner en même temps.	Supervision de tout ce qui est service WASH dans la commune. Remonté des informations de la Commune vers la DREAH.	Pas de financement de leur fonctionnement et salaire dans le cas où l'ATEAH n'est pas un ADL de la Commune.

OSC	Disposent de capacités et de disponibilité à tous les niveaux.	Contribuer à la remonté des infos multisectorielles incluant le prix de l'eau pour WASH, etc. Appuyer les plaidoyers et la transmission des alertes à différents niveaux.	
MEAH/DREAH	Supervision et appui du secteur WASH au niveau de la région. Mise en relation des besoins au niveau des communes et les ressources au niveau de l'Etat et des partenaires.	Centralise l'information et plainte issue de la communauté et transmet à l'ANDEA. Reçoit l'information traitée de l'ANDEA et la diffuse auprès des partenaires et autres secteurs affectés. En cas d'alerte, transmettre toutes les informations au GTT-AA. Fait le suivi de la fonctionnalité des Dataloggers dans sa région.	Risque de décalage sur la réception des informations. Ressource humaine limitée.
ANDEA	Maîtrise du suivi de la situation des ressources en eau à Madagascar. Peut prendre les décisions relatives à l'utilisation des ressources en eau	Reçoit les informations issues des régions à travers la DREAH et les systèmes en ligne (Datalogger). Fait l'analyse avec autres services/entités concernés.	

		Transmet le bulletin au MEAH/DREAH et aux clusters. Diffuser les informations sur la situation de la sécheresse à temps aux autorités, acteurs WASH et autres secteurs.	
Gestionnaire infrastructure en eau	Gestion des ressources en eau et peut communiquer auprès des communautés dans leur périmètre de gestion	Gestion de l'extraction et information auprès des usagers en cas de limitation des ressources disponibles.	

X. Analyse des supports et approches

Supports et Approches	Forces	Faiblesses	Opprtunites	Menaces
BULLETINS	Outil d'aide à la décision pour les orientations des interventions Officiel	Capitalisation de toutes les informations multi-sectorielles, multi-aléas pour la production à temps du bulletin	Complémentarité des actions intersectoriels Source d'informations pour tous les secteurs et acteurs	Accès des informations sur les appareils électroniques et à réseau pour la diffusion numérique

	Archivable A temps Dissémination grande échelle et durable Information complète multithématique Partage d'information rapide	Accessibilité aux informations et partage des informations avec tous les acteurs limités Pas accessible à tout le monde Non adaptés aux informations sensibles		
GROUPE WHATSAPP	Nouvelles technologies donc attrayant pour les utilisateurs Implication de tout le cluster Groupe restreint Echanges Information rapide avec images et documents Facile d'utilisation par le groupe ciblé	Possibilité d'informations non pertinentes Possibilité d'informations non recoupées Limité (réseau téléphonique, internet, courant) Pas toujours officiel Aucune censure. Pas de filtre. Non adaptés aux informations sensibles	Accessibilité de plus en plus facilitée Interaction des acteurs	Possible désintérêt suite à ces informations non pertinentes Sélectif pour les usagers smartphones Mauvaise interprétation des informations Informations non détaillées Fuite d'informations Problème de connexion Frais de communication

				Besoin de smartphone Incompétence à prendre une photo (cadrage, autorisation des images)
Jour de marché	Rendez-vous hebdomadaire pour partager et recueillir des informations Large public Opportunité pour les sensibilisations	Rumeurs Plusieurs sources d'information Sujet/thème limité (planning familial, councelling VIH, VBG…)	Créneau intéressant pour créer une animation de masse	Attention -focus sur le marché et pas spécialement sur le message diffusé même si animation attractive/ludique
Radio	Large couverture Diffusion de messages abordable (voire gratuit pour le service public) Techniciens formés ou ouverts à la formation Matériel abordable Presque accessible à tous	Zone de couverture limitée Intéresse de moins en moins le public Il y a des endroits non atteints par la radio Sujet/thème limité (planning familial, councelling VIH, VBG…) Communication à sens unique	Possibilité de partenariat 3P	Décapitalisation Pas de piles Délestage Cout de diffusion des messages

TV	Information complète (image et son) Information plus cadrée	Coût élevé Peu de couverture géographique Pas accessible à tout le monde (économiquement)		Concurrence aux réseaux sociaux
Radio carte	Très appréciée des jeunes et des grandes personnes Faciles à utiliser Facilite la transmission de messages voire de cours Large public. Objet de divertissement Outil très populaire en milieu rural Portable Facile à charger grâce aux plaques solaires intégrées	Connotation négative - radio utilisée par les DAHALO Nécessite des facilitateurs pour les débats contenus dans ces cartes Sont utilisées à des fins qui ne leurs ont pas été dévolues Prompt à être perdu Information pas automatiquement mise à jour Autonomie limitée	Émission/spot pré enregistrés Possibilité d'une fréquence d'écoute journalière répétée Disponibles actuellement auprès de plusieurs ménages Prix abordable à l'international	Utilisation interdite par certaines communes Informations faciles à effacer et à remplacer Connotation négative - radio utilisée par les DAHALO Nombre des radios limites

		Non adapte aux personnes malentendants		
Point d'écoute	Pour les zones non couvertes par la couverture radiophonique Implication de la communauté dans la gestion et l'opérationnalisation Facile à charger grâce aux plaques solaires intégrées Peut être utilisé comme point de ralliement et de discussion	Nombre de personnes atteintes limitées Nécessité de moyens (financier, matériel, technique) pour l'implémentation Pourrait perturber la société Pas portable	La manque de divertissement va attirer les gens vers le point d'écoute Message bien transmis Focus groupe	Peut-être sujet à vandalisme Insécurité Plus de risque d'être endommagé par les intempéries
DRONE	Peut atteindre rapidement et facilement les endroits ou quartiers les plus difficiles a accéder (enclaves, inondes, glissement de terrain, …) Dote de camera incorpore permettant	Manipulation assez délicate en temps de pluie Autonomie de batterie limitée (a bien gérer selon la situation) Cout de drone assez cher	Utilisation de drone par les autres secteurs en nette augmentation	Mauvais temps

	de visualiser a distance et en temps réel la situation de la famille face aux risques qui menacent Peut diffuser des messages vocaux en dotant de sonorisation (avec des messages préenregistrés)			
ENVOI SMS	Moindre coût Facile à utiliser Ne nécessite pas des derniers cris en termes de technologie Accessible pour tous Informations sûrs Large couverture Accessible à tous Ciblage direct et efficace	Nécessité de crédit Zone de couverture limitée Difficulté d'accès aux réseaux téléphoniques pour certaines zones Facile à effacer Invasif Caractères de message limité (160 caractères)	Moindre coût de diffusion grâce aux accords avec les opérateurs téléphoniques Réalisation de sensibilisation court	Collaboration avec les opérateurs mobiles. Coût opérationnel élevé.

REUNIONS CULTURELLES	Plus convaincante Bien écouté par la communauté religieuse Beaucoup de pratiquants Les dirigeants religieux sont beaucoup plus respectés Éduquer, instruire	Tout le monde ne fréquente pas les lieux de culte Manque de renforcement de capacités des leaders religieux sur les thématiques Limite à aborder les thématiques sensibles (sexuel, planning familial…)	Possibilité de partage d'informations en cas d'urgence durant les jours non ouvrables Opportunité de sensibilisation Cadrage des comportements	Distraction Thématique limite Risque de Sélection et discrimination des cibles
Réunion publique /communautaire	Sentiment d'être privilégié et de participer à une prise de décision Présence des personnes cibles restreints Partage d'information Participation de la communauté à la base Validée par la communauté	Prise de parole par les plus téméraires Difficulté de rassembler les personnes sans motivation Manque de concentration pour certaines personnes Prise de parole par les plus téméraires Inégalité de l'homme et de la femme : manque de participation de toutes	Thème opportun permettant le partage d'expériences Existence d'animateur influenceur	Conflit interne Chevauchement d'évènement Influence politique Basé sur la culture locale Norme sociale sur la prise de parole en public Confiance aveugle aux animateurs (sans moyen de vérification)

	Effectivité de la décentralisation Information à temps	les catégories de personnes Risque d'exclusion si tenue sur des lieux non accessibles		
Affiche	Facile à transporter, à créer Accessible, bon outil d'information Suscite un effet de curiosité	Support éphémère /Fragile, s'abime vite (pluie) ou sont arrachés Support que visuel + alphabétisation Si texte > demande adaptation dialectes locaux Lieu d'affichages restreints	Composition (contenu, messages et design graphique) doit être minutieusement étudiée pour que la communauté puisse s'identifier et s'approprie les messages	N'implique pas forcément un changement de comportement
BOITE A IMAGE	Plus de concentration Plus inclusive Plus pratique Intéresse les personnes cibles Message illustré. Compréhension facile.	Coût de duplication élevée Support éphémère /Fragile, s'abime vite (pluie) Actuellement difficile à produire localement Information figée	La technologie de production est en train d'être de plus en plus accessible Durable Pour une sensibilisation efficace à domicile Adapté à tout endroit	Possibilité de la mauvaise perception de l'information produite suivant la culture de la cible Non adapté aux personnes aveugles Possibilité d'être déchirée

		Nécessite un animateur Certaines images ne peuvent pas être diffusées Besoin d'être accompagnée par une sensibilisation orale		
GUIDE DE MESSAGES	Instructif Moindre coût	Peut se perdre facilement Mauvaise utilisation	La technologie de production est en train d'être de plus en plus accessible	Difficile à mettre à jour (
CANAUX DIGITAUX (Facebook, site web, etc,)	Rapidité (pour ceux qui utilisent ces canaux) Le nombre d'utilisateurs en hausse (notamment en milieu urbain)	Besoin de connexion (cout) Nombre d'utilisateurs réduit en milieu rural (téléphone portable, couverture téléphonique/connexion internet)	Les actions de faciliter l'accès à l'internet et d'élargissement de la couverture même en milieu rural	CANAUX DIGITAUX (Facebook, site web,
AFFICHE MUETTE	Inclusif Capte l'attention	Support éphémère /Fragile, s'abime vite (pluie) ou sont arrachés Lieu d'affichages restreints	La technologie de production est en train d'être de plus en plus accessible	Fortes intempéries de longue durée

		Peut être interprété de plusieurs manières Pas de texte. Besoins d'images illustratifs		
PEINTURE MURALE / FRESQUE	Engageant pour les jeunes Relativement décoratif Sur un grand espace. Bien visible Facile à retenir. Durable.	Peut être interprété de plusieurs manières Coût élevé	Pouvant être autant bénéfique pour les cibles que la municipalité	Possibilité de mauvaise perception suivant la culture de la cible
EMISSION (radio)	Si menée par un bon animateur, pourrait engager le débat	Peu de filtre sur les idées évoquées par les auditeurs	Un bon partenariat avec la chaîne pourrait enrichir la diffusion du message Possibilité de rediffusion et diffusion sur d'autres radios	Sujette à interprétations (Connotation politique…)
Spot radio	Durée Courte, Messages clés facile à retenir, fort impact si adapté (messages, langage visuel) rapidité / sélection d'information	Production très chère Bien définir les horaires de passages Diffusion très chère en temps normal Sélectif –	En cas d'urgence, gratuit et obligatoire De plus en plus de matériel audio au niveau communautaire	

	Diffusable via les activités Possibilité de diffusion sur les réseaux sociaux	Doit représenter le contexte spécifique par région	Explorer les partenariats avec les médias privés	
Spot video **Video d'animation (dessins animes)**	Plus attractifs et très animes Possibilité de diffusion sur les réseaux sociaux Images réelles, messages illustrés, (Messages, langage visuel) rapidité / sélection d'information, sous titrage, langage des signes.	Difficulté de diffusion dans les zones sans TV Nécessité TV ou matériel de projection	Possibilité de diffusion sur grand écran lors des évènements spéciaux	
Spectacle participative **Marionnette** **Théâtre**	Fort impact pour tout le monde Facile à comprendre Spectacle / sentiment d'amusement Plus attractifs et distrayants	Formation : messages clés Vérification impacts messages clés retenus	Réaliser des vidéos pour réutilisation auprès d'autres communautés	

Story telling	Engageant pour les personnes qui ont vécu les mêmes expériences Inspirant Partage de vécu Plus Convaincant	Peut ne pas intéresser les personnes qui ne l'ont pas vécu Réticence de la personne concernée	Loi et structure de prise en charge	Sécurité de la personne concernée Menace des proches
Causerie -débat	Considération des avis des participants Communication entre pairs/ Considération de la famille /du ménage	- Peut ne pas intéresser certaines personnes - Prise de parole par les plus téméraires Peut prendre du temps avant d'aboutir au thème abordé	Communication entre pairs/ Un bon animateur	
Mécanismes de feedback communautaire (numéro vert, boite à doléance, guichet unique, forum communautaire)	Permet de prendre en compte les attitudes des cibles par rapport au thème abordé Anonyme Remontée d'information rapide	Éveille la suspicion auprès des cibles quant à cette notion d'anonymat Honte et peur (représailles…) Peur et méfiance de la procédure	Monitoring des risques	Conditionné par un partenariat

Ecoute sociale	(par victime ou ses proches) Accessible / proximité	Coût élevé		
Marketing social	Plus attractif Large public Efficace et rapide Offre de goodies, produits, possibilité de tester le produit	Coût élevé	Plus de mobilisation pour les communautés	
Tam-Tam	Très apprécié par la communauté. Touche plusieurs cibles. Efficace en cas d'urgence Interconnecté avec toute la population Avoir beaucoup de feed back sur les messages En contacte directe avec les cibles	Cout logistique Diffusion de message ponctuelle Beaucoup de préparation et de matériels	Autorité locale et opérateur économique Avec les évènements locaux	Politisé

a. Supports et approches secteur EDUCATION

Supports et Approches	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACE
Tablettes	Distribuable auprès de chaque établissement scolaire Disponible pour les enseignants	Nécessite des mises à jour fréquentes Nécessite des formations sur les manipulations	Engouement technologique actuel	Virus informatique
Kits scolaires personnalisables	Permet de mettre sur un même pied d'égalité tous les élèves Messages incontournables	Cout de production élevé Distribution au niveau de chaque établissement problématique	Partenariat avec les PTF	
5 Mn Fanabeazana	Éducation par les pairs (Clubs RRC/ACC, autres clubs)	Besoin de mise à jour des formations des membres		

b. Supports et approches secteur SAMS

Supports et Approches	FORCES	FAIBLESSES	OPPRTUNITES	MENACE

APPLICATION EWAA	Rapidité des flux d'informations Informations à temps (pour les acteurs et pour la communauté)	Réseau téléphonique, internet et électricité	Accessibilité en temps réel des informations météorologiques directement aux utilisateurs Innovant	Frais de connexion pour la mise à jour et envoi des plans communautaires

c. Supports et approches secteur WASH

Supports et Approches	FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACE
Call center	Permet de recevoir des infos directement du terrain avec une couverture complète des zones vulnérables.	Nécessite la mobilisation de ressource.	Initiation en cours avec l'appui de l'UNICEF	Risque de discontinuité hors appui de projet.
MG MERL – mWater	Remonté des données géolocalisé simplifié	Nécessite un minimum de RDC des énumérateurs. Besoin d'un smartphone et minimum de data.	Système opérationnel existant	
Bulletin de suivi de la sècheresse	Combinaison d'indicateur clé permettant de savoir et	Ne fournit pas des informations détaillées par Commune.	Appui et financement disponible (ECHO,	Continuité et régularité sans appui externe

	confirmer la situation vis-à-vis de la sécheresse.	Les Communes n'ont pas encore accès à une version simplifiée en Malagasy	PACTE VERT UE, MIONJO)	

OBJECTIFS COMPORTEMENTAUX PAR SECTEUR

Dans le cadre de la réponse à la sécheresse et en cohérence avec les axes du Système d'Alerte Précoce (SAP), les objectifs comportementaux suivants ont été définis par secteur afin de renforcer la résilience des communautés et d'améliorer la prise de décision à tous les niveaux :

(i) Éducation

Afin de garantir la continuité de la scolarisation même en période de soudure, **au moins 75 % des parents** sont encouragés à maintenir leurs enfants à l'école, indépendamment des difficultés économiques ou alimentaires rencontrées.

(ii) Eau, Hygiène et Assainissement (WASH)

Dans les régions Atsimo Andrefana et Anosy :

- **Environ 57 % des ménages** utilisent de l'eau provenant de sources améliorées ou protégées.
- **Environ 32 % des ménages** traitent systématiquement l'eau avant consommation.
  L'objectif est d'augmenter progressivement ces taux afin de prévenir les maladies d'origine hydrique et de renforcer les comportements de potabilisation.

(iii) Santé

Dans les huit (8) districts prioritaires, **au moins 25 % de la population** est sensibilisée à la reconnaissance des symptômes des maladies les plus fréquentes liées à l'insécurité alimentaire (telles que les infections diarrhéiques, les maladies respiratoires aiguës, etc.) et adopte un comportement proactif en consultant rapidement les structures de soins.

(iv) Nutrition

Pour réduire la mortalité infantile liée à la malnutrition dans les zones en situation d'urgence ou de crise :

- **Au moins 25 % des parents d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère** sont informés des comportements recommandés et des traitements thérapeutiques disponibles.

Données de référence (Rapport IPC, octobre 2016) :

- Taux de malnutrition aiguë sévère : **1,4 %**
- Taux de malnutrition aiguë globale : **8,6 %**
- Taux d'insuffisance pondérale : **32,6 %**

(v) Sécurité alimentaire et moyens de subsistance / Agriculture (SAMS)

La sécheresse affecte gravement les moyens de production agricole, compromettant la sécurité alimentaire des ménages. Dans ce contexte :

- **Au moins 25 % des ménages agricoles touchés** dans les districts ciblés sont informés, orientés vers les Centres de Services Agricoles (CSA), et connaissent les mécanismes de financement disponibles pour restaurer leur capacité productive.
- **Au moins 25 % de ces ménages** adoptent l'utilisation de semences à cycle court adaptées aux conditions climatiques locales.

(vi) Protection de l'enfant

Plus de 70 % des parents et tuteurs adoptent des comportements protecteurs envers les enfants, en particulier en période de crise, afin de prévenir les risques accrus de négligence, d'exploitation, de travail des enfants ou de séparation familiale.

ANNEXES

1. PLAN D'ACTION ET DE MISE EN ŒUVRE

ACTIVITES	PERIODE D'EXECUTION3												INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	CIBLES
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
1. MITIGATION / ATTENUATION															
Mise en œuvre et suivi des campagnes de sensibilisation à l'importance de l'éducation, à travers des actions ciblées autour de la scolarisation : (en mettant en valeur des dispositifs tels que les cantines scolaires, la distribution de kits scolaires, l'accès à l'eau dans les établissements, etc.) - Organisation d'activités de mobilisation communautaire (ex. : animations traditionnelles de type tam-tam) - Défilés scolaires pour renforcer la visibilité de la campagne - Mise en place de dialogues intergénérationnels							X	X		X			% des élèves scolarisés % des élèves réinsérés % des élèves retenus	Fiche d'Enquête Rapide	Communauté, élèves déscolarisés

[3] J-F-M-A-M-J-J-A c'est dans l'année N+1 puisque l'année scolaire commence en Septembre

mettant en avant des parcours inspirants (success stories) - Actions d'éducation parentale pour encourager la scolarisation des enfants - Production et diffusion d'émissions radiophoniques à visée éducative															
(b) Mobilisation de la communauté scolaire autour des actions de reboisement et de verdissement des établissements scolaires (c) (plantation d'arbres fruitiers, mise en place de jardins potagers, etc.) - Market place sur les bonnes pratiques des établissements scolaires - Concours inter établissement		X	X	X						X	X		Nombre de jeunes arbres fruitiers plantés Nombre de jardins potagers implantés Nombre d'écoles ayant participé	Rapport de suivi	Etablissement public
Conscientisation des parents et des élèves sur leurs droits et devoirs (Protection,										X	X	X	Nombre de réunions des parents réalisées	Fiche de présence et PV de réunion	Parents d'élève et élèves

Education aux droits humains dans l'école [EDH]) : - Réunion des parents (école des parents sous le lead des autorités traditionnelles) - Cours d'éducation civique															
Action de plaidoyer auprès des autorités sur l'importance de la protection des personnes vulnérables, surtout en période de crise	X	X	X						X	X	X	X	Nombre d'autorités engagés Nombre d'activités de plaidoyer	PV de réunion Rapport d'activité Lettre d'engagement	Autorités locales
Sensibilisation continue sur le respect des droits humains et sur la protection des personnes vulnérables	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre d'activités Nombre de personnes sensibilisées (données désagrégées suivant Handicap-Genre-Age)	Rapport d'activité Photos des activités	Communautés
Sensibilisation sur les prévisions météorologiques	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		FDP, supports, photos	Communautés
Organisation de groupes de discussion (focus groups) pour					X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de focus groupe réalisés	FDP, fiche de collecte de	

la collecte d'informations sur l'impact du changement climatique sur l'agriculture														donnée, supports, outils de visibilités	
Mise en place d'un dialogue communautaire régulier sur les effets du changement climatique et l'adaptation des calendriers agricoles et de reproduction animale	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		Photos, supports	
Renforcement des compétences des acteurs locaux pour l'analyse et l'exploitation des informations météorologiques					X	X	X	X						Supports	Acteurs locaux
Renforcement de capacité pour l'utilisation des SAP et bulletins					X	X	X	X	X	X	X	X		TdRs, rapport, FDP, supports	Acteurs locaux
Cartographie des acteurs de communication intégré dans le réseau en communication GRC au niveau régional – Préfecture (APART, Warner, ATEAH, ADL, OSC, etc.)	X	X							X	X	X	X	Cartographie mise à jour et opérationnel	Liste des acteurs de communication auprès de la Préfecture	Le réseau en communication : points focaux en communication au niveau des Directions Régionales des Ministères et des structures rattachées, des communes, des Systèmes de Nations Unies, des

														ONGs nationaux et internationaux, des associations et du secteur privé.
Élaboration d'un circuit de communication clair, simplifié et efficient			X	X									Circuit de communication élaboré	Rapport de synthèse du circuit de communicatio n	Tous les acteurs de communication oeuvrant dans la GRC axé sur la Sécheresse
RDC des acteurs de communication sur le système de remonté des données, la définition des rôles de chaque acteur et les approches et activités de communication en urgence.					X	X	X						Nombre d'acteur formé (données désagrésgées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport de formation	Le réseau en communication : points focaux en communication au niveau des Directions Régionales des Ministères et des structures rattachées, des communes, des Systèmes de Nations Unies, des ONGs nationaux et internationaux, des associations et du secteur privé.

Garantir une diffusion large, régulière et systématique des bulletins de suivi de la sécheresse	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de bulletin diffusé	Bulletin	Autorités, acteur WASH, tous les autres secteurs actifs
Promouvoir, appuyer la vulgarisation et application du « Dinan'ny Rano surtout en période de sécheresse.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre d'activité de promotion réalisé	Rapport d'activité ou PV évènement spécifique relatif	Autorité locale et communauté
Plaidoyer aux responsables multisectorielle et opérateurs économiques pour appuis aux préparations : Ration de protections, approvisionnement en eau, médicaments, stockage alimentaire.						X	X	X					Engagement des responsables multisectorielles et operateurs	Lettre d'engagement et fiche de présence	Responsables multisectorielle et opérateurs économiques
Plaidoyer pour la promotion des comportements sains en contexte d'urgence liée à la sécheresse en matière de Sante, nutrition, système alimentaire, EAH durant l'urgence sécheresse (économie d'eau, traitement/conservation pour la potabilité de l'eau, ANJE/ANJE-U/NDF/DPE/supplémentation						X	X	X					Engagement des responsables	Lettre d'engagement et fiche de présence	Responsable communication et promotion de la sante : SRCA, journaliste et médias locales, …

en micronutriment, utilisation des offres de services de santé et Nutrition.															
Élaboration de messages et de supports de communication sur le changement climatique, la nutrition et le développement de l'enfant	X												Nombre des messages	PV de réunion et rapport	Réseau GRC nutrition
Sensibilisation multisectorielle sur l'impact du changement climatique sur la nutrition et les systèmes alimentaires, ainsi que sur les mesures d'adaptation appropriées	X												Nombre de cibles touches par la sensibilisation (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport	Communautés.
2. PHASE DE PREPARATION															
a. COORDINATION															
(d) Organisation d'une réunion du Groupe sectoriel regional: - Mobiliser l'ensemble des parties prenantes autour de l'engagement en matière de redevabilité envers les populations affectées (AAP) ;										X	X		Nombre de réunions réalisées	PV de réunion	Parties prenantes de l'éducation

- Coordonner la planification des activités de communication à mettre en œuvre de manière concertée entre les différents acteurs.															
Produire des données probantes sur les comportements: Réalisation d'enquêtes de terrain													Nombres de personnes et entités enquêtées (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Fiche d'enquêtes remplies	Communauté éducative
Planification du suivi des actions de communication liées à la réponse		X			X			X					Nombre de suivis réalisés	Rapport d'activité	Les intervenants en éducations d'urgence
Plaidoyer auprès des autorités locales pour leur engagement actif dans la réponse à la sécheresse										X	X		Nombre d'autorités engagés/impliqués	Fiche de présence Lettre d'engagement	Autorités locales
Suivi régulier rapproché et diffusion des bulletins d'alerte de la sècheresse	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de bulletin diffusé	Bulletin diffusé	Lead et colead des clusters responsables des bulletins à diffuser

Réunion régulière du comité de Communication GRC durant la phase de crise.													Nombre de réunion durant la phase de crise	PV de réunion	Comité de Communication GRC
Création d'un groupe de discussions en communication entre les acteurs SAMS au niveau régional et local	X												Réseau constitué et opérationnel	PV de constitution	Le réseau en communication : points focaux en communication au niveau des Directions Régionales des Ministères et des structures rattachées, des Systèmes de Nations Unies, des ONGs nationaux et internationaux, des associations et du secteur privé
Visites à domicile (VAD) pour le suivi des comportements d'adaptation des agriculteurs face au changement climatique, dans le cadre des interventions du sous-cluster SAMS	X	X	X	X					X	X	X	X			
Redynamisation des plateformes de coordination locales et insértion dans	X												Nombre de plateforme redynamise	PV de réunion	Membres de plateforme de coordination.

l'agenda les thématiques Nutrition, Santé et changement climatique.															
Mise en place d'un réseau régional de communication pour la Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC) dans les secteurs de la Santé et de la Nutrition	X												Réseau constitué et opérationnel	PV de constitution	Le réseau en communication : points focaux en communication au niveau des Directions Régionales des Ministères et des structures rattachées, des Systèmes de Nations Unies, des ONGs nationaux et internationaux, des associations et du secteur privé
Etablissement d'un TDR clair du réseau	X												TDR établi		Intégrer les partenaires (OSC et UN..) intervenant dans les secteurs
Elaboration du Plan d'action du réseau de communication	X												Plan d'action disponible	Fiche de presence et plan d'action	Membre des réseaux de communication GRC

Conduite des actions de plaidoyer ciblant les dirigeants des organes de presse		X											Nombre des presses engages	Plan d'engagement	Patrons des presses écrites, orale, TV
Révision des questionnaires d'évaluation rapide pour les adapter au contexte de sécheresse.			x										Questionnaire mis à jour disponible	Questionnaire mis à jour disponible	Réseau GRC
b. RENFORCEMENT DE CAPACITE															
Renforcement de capacité des intervenants régionaux de l'éducation sur les approches et activités de communication en urgence								X	X				Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	Les intervenants régionaux en éducation (Enseignants, Chefs ZAP, Scouts, JVGRC,)
Sensibilisation sur l'éthique et la déontologie de l'enseignement ainsi que la didactique relative au GRC : Utilisation d'affichage Mobilisation du réseau d'enseignants Journées pédagogiques			X						X			X	Nombre de JP réalisés Nombre d'enseignants formés	Rapport de formation, fiche de présence	Les enseignants et les réseaux d'enseignants
Sensibilisation des acteurs sur la protection et leur rôle: réseau de la protection de l'enfant, médias, AC…	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	Le réseau en communication : points focaux en communication au niveau des Directions

															Régionales des Ministères et des structures rattachées, des Systèmes de Nations Unies, des ONGs nationaux et internationaux, des associations et du secteur privé Auditeurs Jeunes reporters Clubs Médias
Plaidoyer auprès des Maires et Chefs de Districts sur la protection de l'enfant, lutte contre VBG, masculinité positive	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	Maires et Chefs de districts au niveau des trois régions
Mise en pratique des acquis en communication des JPE sur le lifeskills	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	JPE
Plaidoyer auprès des Chef FKT/ Membres SLC / membres	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de formation,	Rapport de formation,	Autorités locales et

CEV sur la protection de l'enfant, lutte contre VBG, masculinité positive													modules de formation, nombre et profil des participants	fiche de présence	administratives : Chef FKT Membres SLC Membres CEV
Partage et échange de connaissances sur l'Agriculture Intelligente face au Climat et Elevage Intelligent face au Climat					X	X	X	X							Acteurs locaux (agents communautaires, association des agriculteurs)
Partage et échange de connaissances sur l'Agriculture Sensible à la Nutrition					X	X	X	X							Acteurs locaux (agents communautaires, association des agriculteurs)
Renforcement de capacité des journalistes sur la préparation aux changements climatiques dans le cadre du SAMS	X	X	X										Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	Auditeurs Jeunes reporters Clubs Médias
Formation des membres des réseaux en communication GRC de la sante et nutrition sur les approches et activités de communication en urgence	X												Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	Le réseau en communication : points focaux en communication au niveau des Directions Régionales des Ministères et des structures

															rattachées, des Systèmes de Nations Unies, des ONGs nationaux et internationaux, des associations et du secteur privé
Renforcement de capacité des JPE JVGRC, RAJV, JAC, SCOUTS, CRM, JRC, U-reporter, influenceurs… messages de la santé et nutrition en cas de sécheresse.	X	X	X										Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	JPE JVGRC, RAJV, JAC, SCOUTS, CRM, JRC, U-reporter, influenceurs
Orientation des artistes sur les messages clés relatifs à la nutrition et santé		x											Nombre des artistes briefer	PV de réunion de briefing, contrat avec les artistes	Artistes locales et nationale
Formation des agents communautaires, groupe de soutiens et GEC (Groupe d'Epargne Communautaire) sur les messages de la santé, protection sociale et nutrition en cas de sécheresse.	X	X	X										Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	Agents communautaires, groupe de soutiens et GEC nutrition
Formation des Chef FKT/ Membres SLC sur les messages de la sante et	X	X	X										Nombre de formation, modules de	Rapport de formation,	Autorités locales et

nutrition en cas de sécheresse.													formation, nombre et profil des participants	fiche de présence	administratives : Chef FKT Membres SLC
Formation des médias sur les messages de la sante et nutrition en cas de sécheresse : Elaborer le plan de suivi de la diffusion	X	X	X										Nombre de formation, modules de formation, nombre et profil des participants	Rapport de formation, fiche de présence	Auditeurs Jeunes reporters Clubs Médias
c. ELABORATION, PRODUCTION ET PREPOSITIONNEMENT DES SUPPORTS DE COMMUNICATION															
Elaborer des outils et canaux de communication pour la promotion des comportements favorables face à la sécheresse (kits scolaires personnalisés, affiches, spots audio, …) et mettre à jour les messages clé							X						Nombre d'outils et de canaux élaborés	Prototype	Concepteurs
Pré teste et valider les outils, Dupliquer les outils									X				Nombre de personnes dans le panel de test	Rapport de test	Panel de test
Atelier de sélection des outils et supports complémentaires adaptés au contexte d'urgence lié à la sécheresse : marionnettes, boîtes à images, spots radio, affiches illustrées accessibles, etc.	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre d'atelier	Fiche de présence, rapport	Membre du réseau de communication

Adapter les messages clés de base en dialectes locaux et en tenant compte des spécificités socioculturelles, à travers des séances de concertation communautaire.	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre de consultations communautaires Nombre de messages traduits en dialecte locale	Fiche de présence Messages clés traduits	Consultants communautaires et membres du réseau de communication
Revue et élaboration des supports de communication					X	X	X	X					Nombre de supports élaborés	Supports élaborés	Réseau de com régional
Prétest des supports de communication													Nombre de prétest	Supports validés	Implication des membres de la communaute Réseau de com régional
Production des supports de communication							X	X	X	X			Nombre de supports produits	Supports produits	
Prépositionnement des supports de communication									X	X	X	X	Nombre de supports prépositionnés	Supports prépositionnés	Communes
3. PHASE DES ACTIONS ANTICIPATOIRES															
Sensibilisation des parents sur la disponibilité de stocks de prépositionnement : - Réunion des parents - Diverses réunions										X	X		Nombre de parents sensibilisés (données désagrégées suivant le	PV de réunion et fiche de présence	Parents d'élèves

												Handicap – Genre – Age)		
Information sur la transparence de la gestion des stocks de prépositionnement auprès des représentants des parents, d'enseignants, des autorités Administratives et des PTF	X									X	X	Nombre d'autorités Administratives et de PTF approchés	PV de réunion et fiche de présence	Représentants des parents, des enseignants, des autorités Administratives et des PTF
Renforcement de la sensibilisation des parents à l'importance de maintenir la scolarisation des enfants, même en période d'urgence liée à la sécheresse, à travers :										X	X		Nombre de parents sensibilisés (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age) Nombre de spots diffusés Nombre de stations radio impliquées Nombre d'émissions diffusés Nombre de réunions organisées	Rapports issus des stations radio PV de réunion	Parents d'élèves

Renforcement de capacités des acteurs sur l'utilisation des supports de communication	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre d'acteurs formés (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Fiche de présence Rapport de formation	Acteurs
Mise à disposition des acteurs de supports de communication adaptés	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre d'acteurs dotés en supports Nombre d'affiches distribués		Acteurs
Intensification des actions de sensibilisation en faveur de la protection des personnes vulnérables	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre d'activités réalisées Nombre de personnes sensibilisées (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport d'activité	Communautés
Supervision des actions de sensibilisation liées à la protection													Nombre de supervision effectuée	Rapport de supervision	

Plaidoyer auprès des acteurs et institutions responsables de la gestion et de l'exploitation des sources d'eau pour garantir la stabilité et le maintien du prix de l'eau	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de plaidoyer effectué	PV d'échange et lettre de plaidoyer	Gestionnaire source d'eau
Sensibilisation aux bonnes pratiques en matière d'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) en contexte d'urgence liée à la sécheresse, notamment l'économie d'eau et le traitement/conservation pour garantir sa potabilité.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de personne sensibilisée	Rapport ou PV d'activité	Communauté
Sensibilisation des communautés à l'importance de maintenir des pratiques d'assainissement et d'hygiène, y compris en situation d'urgence liée à la sécheresse.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de personne sensibilisée (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport ou PV d'activité	Communauté
Collaboration et plaidoyer auprès des acteurs impliqués dans la promotion des bonnes pratiques en matière d'ANJE, ANJE-U, NDF, DPE et						X	X	X					Engagement des acteurs	Lettre d'engagement et partenariats	Le réseau en communication : points focaux en communication au niveau des Directions Régionales des

de la supplémentation en micronutriments.															Ministères et des structures rattachées, des Systèmes de Nations Unies, des ONGs nationaux et internationaux, des associations et du secteur privé
Sensibilisation aux comportements sains à adopter en situation d'urgence liée à la sécheresse, notamment en matière de santé, de nutrition, de systèmes alimentaires et d'EAH.						X	X	X	X	X	X	X	Nombre des messages diffuses	Rapport	Communauté
Mise à disposition d'outils de communication pour appuyer les interventions des acteurs.					x								Nombre de support de communication distribue Nombre des acteurs	Etat de répartition des supports. Liste des acteurs	
Sensibilisation des parents, élèves et enseignants sur la nutrition des enfants en âge								x	x	x	x	x	Nombre des parents, eleves et enseignants	Rapport de sensibilisation	Parents, écoles, communauté, adolescents et

scolaire et des adolescents, ainsi que sur la santé reproductive des adolescents et des jeunes en contexte d'urgence liée à la sécheresse.												sensibilises (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	par Kobo ou autres	jeunes. Club des jeunes
Collecte, suivi et partage régulier des rapports de situation et bulletins.			x								x	Nombre de bulletin diffuse	Rapport	Réseau GRC nutrition
4. REPONSE														
Renforcement de la sensibilisation de la communauté éducative à l'adoption de comportements adaptés face à la sécheresse, à travers les actions suivantes : - Tam Tam - Descente sur terrain des relais communautaires (scouts, Jeunes Volontaires GRC, …) - Intervention des personnes influentes sur les plateaux radio - Déploiement des outils de communication préalablement élaborés	X	X	X							X	X	X	Nombre de personnes sensibilisées (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age) Nombre de sensibilisations effectuées Nombre d'émissions radio diffusées	Rapport de sensibilisation Rapports issus des stations radio Rapport de dispatch	Communauté

												Nombre d'intervenants sur les plateaux radio Nombre d'outils dispatchés		
Information de la populations sur les services disponibles dans leurs communautés	X	X	X							X	X	X	Nombre de personnes sensibilisées (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age) Nombre de sensibilisations effectuées Nombre d'émissions radio diffusées Nombre d'intervenants sur les plateaux radio Nombre d'outils dispatchés	Rapport de sensibilisation Rapports issus des stations radio Rapport de dispatch	Communauté

Réalisation des évaluations rapides afin de recueillir des informations sur les pratiques et comportements adoptés par les élèves, leurs parents et l'ensemble de la communauté éducative face à la pénurie d'eau et à l'insécurité alimentaire. - Interview individuel - Appel téléphonique - Micro trottoir - Focus group	X	X	X							X	X	X	Nombre d'enquêtes réalisées Nombre de personnes enquêtés (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age) Nombre d'appels passés	Rapport d'enquête	Communauté éducative
Promouvoir la participation et le retour d'informations des membres de la communauté éducative sur les actions humanitaires et de développement mis en œuvre en leur faveur : - Interview individuel - Appel téléphonique - Micro trottoir - Focus group	X	X	X							X	X	X	Nombre d'enquêtes réalisées Nombre de personnes enquêtées (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age) Nombre d'appels passés	Rapport d'enquête	Communauté éducative
Priorisation des zones impactées (voir particulièrement les zones enclavées)	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre et liste des zones impactées	Liste des zones impactées	

Mobilisation des acteurs communautaires dans les localités affectées afin de mener les activités pour le changement social et comportemental en termes de WASH	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre de personne mobilisée (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport ou PV d'activité	Acteurs communautaires
Renforcement de la promotion et de l'appui à la vulgarisation et application du « Dinan'ny Rano » surtout en période de sécheresse.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre d'activité de promotion réalisé	Rapport d'activité ou PV évènement spécifique relatif	Autorité locale et communauté
Renforcement de la sensibilisation de la population sur les avantages de l'utilisation des services existants au niveau de la communautés (Point d'eau, bloc sanitaire, etc.)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de personne sensibilisée (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport ou PV d'activité	Communauté
Réalisation d'évaluations rapides sur les pratiques et comportements adoptés par les ménages et les communautés face à la pénurie d'eau.	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre d'évaluations rapides menées	Rapport d'évaluation	Communauté
Promotion de la participation communautaire et du mécanisme de retour	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de retour d'information reçu	Rapports et donnée brute issue du terrain	Communauté

d'informations sur les actions humanitaires et de développement mises en œuvre en faveur des populations (AAP, CFM).														
Mobilisation des acteurs communautaires dans les localités affectées pour mener des activités pour le changement social et comportemental y compris la mise en place des espaces mère bebe.									x	x	x	x	Nombre des acteurs communautaires	Rapport	Comités locaux et groupe de soutien ; Autorités traditionnelles ; Agents communautaires ; Warner ; VOLONTAIRES COMMUNAUTAIRES (JVGRC, RAJV, SCOUTS, CRM, …)
Information de la population sur les services de santé et de nutrition disponibles dans leurs communautés.									x	x	x	x	Nombre des personnes sensibilises (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport	
Réalisation d'évaluations rapides sur les pratiques et comportements des ménages et des communautés face à la									x						Communautés Autorités locales

pénurie d'eau et à l'insécurité alimentaire.														
Communication sur les comportements favorables en matière de santé, de nutrition, de systèmes alimentaires et d'EAH en contexte d'urgence liée à la sécheresse, incluant l'économie d'eau, le traitement et la conservation pour la potabilité, les bonnes pratiques ANJE/ANJE-U/NDF/DPE, la supplémentation en micronutriments et l'utilisation des services de santé et de nutrition.										x	x	x	Nombre de communication réalisés et personnes touchées (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	Rapport	Communauté
Communication sur l'interdiction de la vente des dons, des intrants nutritionnels et des médicaments.	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	Nombre de communication réalisée	Rapport	Communauté
Promotion de la participation communautaire et du retour d'informations sur les actions humanitaires et de développement mises en œuvre, à travers des canaux tels que les SMS, WhatsApp,	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	Nombre de feedback reçu	Outils disponible	Communauté

l'écoute collective, les forums communautaires et les numéros verts.															
Réalisation d'évaluations rapides pour la collecte d'informations sur les pratiques et comportements adoptés par les ménages et les communautés face à la pénurie d'eau et à l'insécurité alimentaire.	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre de mission d'évaluation rapide effectuée	Rapport de mission	Ménages
Mobilisation des acteurs communautaires dans les localités affectées pour la mise en œuvre d'activités de changement social et comportemental.	X	X	X	X					X	X	X	X	Nombre d'acteurs opérationnels Plan de travail des acteurs communautaires	Plan de travail des acteurs communautaires Rapports d'activités (périodiques)	Acteurs communautaires
Information de la population sur les services disponibles dans leurs communautés (structures de prise en charge, structures d'écoute et de conseil, réseaux de protection, numéro vert, etc.).	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de séances d'information effectuées Nombre de participants informés (données désagrégées suivant le	Rapport Fiche de présence PV de réunion	

													Handicap – Genre – Age)		
Promotion de la participation inclusive et du retour d'informations des membres de la communauté sur les actions humanitaires et de développement mises en œuvre en leur faveur.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre de retours reçus et traités	Canevas de retour d'information (bte de doléance) Numéro vert 930	
5. RESILIENCE															
Mobilisation des parents dans la bonne gestion financière en faveur de l'éducation des enfants : - Emissions radio - Forums communautaires	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre des parents mobilisés (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age) Nombre de parents ayant effectivement participé aux forums (données désagrégées suivant le Handicap – Genre – Age)	PV de réunion Rapports issus des stations radio	Parents d'élèves

Reprise de la sensibilisation continue sur la protection des personnes vulnérables.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Nombre d'activités Nombre de personnes sensibilisées (désagrégé HGA)	Rapport d'activité Photos des activités	Communautés
Élaboration de messages clés sur les comportements sains à adopter pour renforcer la résilience communautaire, incluant les bonnes pratiques WASH et les pratiques culturales adaptées en période de sécheresse.					X	X	X	X					Nombre de message clé élaboré et appliqué	Changement de comportement observé	Communauté
Mise à jour et renforcement des messages clés sur les comportements sains à adopter pour renforcer la résilience communautaire, incluant les pratiques culturales adaptées en période de sécheresse, les activités génératrices de revenus (AGR), le système alimentaire, les Groupes d'Épargne Communautaire (GEC), la nutrition et les bonnes pratiques ANJE-NDF-DPE.	x												Nombre des messages mis à jour et diffuses	Rapport	Réseau de communication Communaute.

COMMUNICATION									
Développer les outils/supports									Cibles
Identifier les outils/supports complémentaires adaptés au contexte d'urgence- aléa sécheresse	X						Atelier d'identification	Fiche de présence, rapport	Membre du réseau de communication
Décliner les messages clés de base en messages socialement plus connotés à travers des séances de consultations communautaires	X						Nombre de consultations communautaires	Fiche de présence,	Consultant communautaires et membres du réseau de communication
Pré tester et valider les messages	X								
Produire et disséminer les supports/outils IEC	X						Nombre et type de supports/outils IEC développés et disséminés	Plan de dissémination	Agence de communication
Campagne média									

Développement de plan média	X						Nombre d'organe de presse touché et de plan média disponible	Accord de collaboration	Medias
Diffusion audio-visuel (spot, production émission, émission interactive …)	X						Nombre de spots et émissions diffusées	Rapport de suivi	Communauté : Autorités traditionnelles Chef de famille Mères et enfants Matrones , guerisseurs
CIP									
VAD Visite à domicile		X	X	X	X	X	Nombre de VAD réalisé	Rapport de suivi	Ménages
Causerie débat		X	X	X	X	X	Nombre de séance de causerie - débat	Rapport de suivi	Communauté : Autorités traditionnelles Chef de famille Mères Matrones , guerisseurs
Communication communautaire									
Théâtre/ sketch communautaire		X	X	X	X	X	Nombre d'animation réalisée	Rapport de suivi	Communauté : Autorités traditionnelles Chef de famille Mères et enfants Matrones , guerisseurs Instituteur
Marionnette		X	X	X	X	X	Nombre de séance de marionnette réalisé	Rapport de suivi	Communauté : Chef de famille Mères et enfants
Dialogue communautaire		X	X	X	X	X	Nombre de séance de	Rapport de suivi	Communauté : Autorités traditionnelles

							dialogue communautaire effectué		Chef de famille Mères Matrones, guerisseurs Instituteur
Ciné mobile		X	X	X	X	X	Nombre de séance de diffusion	Rapport de suivi	Communauté : Autorités traditionnelles Chef de famille Mères et enfants Matrones ; guérisseurs Instituteur
SUIVI ET EVALUATION									
Développer des outils de suivi et évaluation	X	X	X				Nombre de fiches de suivi disponible et rempli	Rapport de suivi	Réseau en communication
Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de communication	X	X	X	X	X	X		Rapport de suivi	Réseau en communication
Capitaliser les acquis et partager les leçons apprises				X	X	X	Nombre de document de capitalisation disponibles et partagés	Documents de capitalisation	Réseau en communication
Réaliser une évaluation sectorielle (mi-parcours /finale)				X	X	X	Nombre d'évaluation effectuée	Rapport d'évaluation	Réseau en communication

2. MESSAGES CLES
(facile à appliquer malgré les contraintes économiques/financiers et les barrières culturelles)

Ce contenu regroupe trois catégories principales de messages clés, à savoir :

- les messages liés à la gestion des risques et des catastrophes (GRC),
- les messages portant sur les actions anticipatoires,
- les messages relatifs au renforcement de la résilience.

Secteur	Objectif comportemental	Groupe participant	Messages	Arguments et preuves
METEO	Les gens suivent et accordent de crédit aux informations météorologiques	Les membres de la communauté	Suivez les informations météorologiques officielles et les instructions données	Les dégâts humains (décès, blesses, déplacés), infrastructurels et économiques causes par les aléas ayant sévi différentes régions du pays démontrent l'intérêt de suivre constamment les prévisions météorologiques et les instructions / dispositif qui s'en suivent
NUTRITION	Les femmes ayant un enfant de moins de 6 mois maintiennent la pratique de l'allaitement maternel exclusif	Femmes allaitantes ayant des enfants de moins de 6 mois	Continuer à donner du lait maternel et rien que le lait maternel aux enfants de moins de 6 mois pour assurer leur santé	Le lait maternel est un repas sain, disponible de suite et déjà complet pour l'enfant, pouvant couvrir ses besoins nutritionnels (pratique et prouve dans beaucoup de pays) Donner d'autres aliments ou liquides tels que l'eau ou le tambavy aux enfants de moins de six mois peut provoquer la diarrhée chez l'enfant.
	Les mères donnent une alimentation variée et équilibrée pour leurs enfants de 6 à 24 mois	Mères des enfants de 6 mois à 24 mois	Même en période de soudure, combinez des produits locaux disponibles/accessibles/distribués pour alimenter adéquatement vos enfants de plus de 6 mois en complément du lait maternel	Mélanger tous les aliments disponibles localement et en donner aux enfants pour assurer leur pleine croissance (insérer ce qui existe sur place : manioc-mais- patate douce…). Le repas équilibré et complet assure la croissance et la prévention de l'enfant contre les maladies.

	Les parents font régulièrement le dépistage de la malnutrition de leurs enfants	Mères des enfants	Présentez-vous avec vos enfants pour les opérations de dépistage systématique de la malnutrition qui se déroulent chaque mois dans vos villages pour connaitre et agir à temps sur leur statut nutritionnel	La malnutrition est un problème fréquent actuellement à cause de la sècheresse. Il est important de détecter si votre enfant est en bonne santé ou est atteint de malnutrition. Vous pouvez aussi recevoir des conseils nutritionnels lors des séances de pesée de votre enfant. Le dépistage de la malnutrition est gratuit.
	Les parents emmènent leurs enfants ayant un problème de malnutrition au centre nutritionnel ou au centre de santé le plus proche	Mères et pères ayant des enfants malnutris	Emmenez votre enfant qui souffre de malnutrition au site SEECALINE ou au CSB le plus proche chaque semaine pour recevoir le traitement approprié et le suivi périodique de la croissance de votre enfant	Des services de prises en charge nutritionnel pour les enfants sont disponibles au niveau des centres nutritionnels et des centres de santé. Le traitement est un complément nutritif qui va aider votre enfant à se remettre dans les jours qui suivent.
	Les mères utilisent à bon escient les produits nutritionnels qui leur ont été distribués	Mères et pères des enfants de 6-59 mois dans les districts affectés par la sècheresse	Le Plumpy-Nut et le Plumpy Sup qui vous ont été distribués ne sont pas à vendre ni à partager avec les autres membres de la famille. Ce sont des médicaments destinés pour les enfants de 6-59 mois qui souffrent de malnutrition (et qui sont donc malades).	Les produits nutritionnels distribués sont destinés aux enfants. Le Plumpy-Nut et le Plumpy Sup sont des traitements qui permettent de remettre l'état de santé de l'enfant sous 4 à 5 jours. Ce sont des médicaments et donc ne sont pas à partager avec d'autres personnes, même aux adultes membres de la famille. Les aliments qu'on vous distribue sont à votre bébé pour qu'il demeure en bonne santé durant cette période de crise. Ils ne sont pas à vendre ni à partager pour d'autres fins.

EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	Les ménages utilisent une source d'eau sure et potable	Les chefs de ménages	Utiliser l'eau de source sure pour boire ou pour la cuisson plutôt que les sources d'eau extérieures ou douteuses (eau de surface, …) pour assurer la santé de la famille	Les points d'eau disponibles au niveau de certains villages fournissent de l'eau potable pour la famille et les communautés. Ce service est payant avec un cout réduit pour assurer le maintien et la pérennisation de l'accès à l'eau potable pour toute la famille. Ce n'est pas l'eau qu'on achète mais c'est le service de l'eau. La santé et le bien-être de la famille et de la communauté ont une valeur inestimable par rapport au prix qu'on paie pour le service de l'eau. Par ailleurs, le prix qu'on paie pour les dépenses médicales (frais du transport + frais des médicaments + autres frais liés à l'hospitalisation et à la consultation médicale) si on tombe malade à cause de la non-utilisation d'eau potable est beaucoup plus supérieur au cout alloué à l'eau de source sure. Il y a une différence claire entre l'eau de rivière et l'eau disponible à travers les infrastructures mises en place. Avec l'eau de rivière, on risque la contamination des microbes qui va nuire à la santé (entrainant différentes sortes de maladies : diarrhéiques, infectieuses, …) ; tandis que l'eau puisée à partir des points

				d'eau est potable consommable et rassurante. Si les pompes ou les bornes fontaines à proximité ne marchent pas ou sont détériorées, il faut prévenir les agents communautaires les plus proches.
	Les ménages traitent l'eau avant de la boire ou avant de l'utiliser pour la cuisson	Les chefs de ménage	Traiter l'eau avant toute consommation dans le cas où le ménage n'utilise pas d'eau issue d'une source sure pour assurer la santé de la famille. La désinfection solaire, la filtration, l'ébullition, ou l'utilisation de l'eau de Javel ou d'autres produits à base de chlore (SUREAU ou similaire) tuent les germes / bactéries et rend l'eau potable.	L'eau non traitée contient des germes / bactéries / matières fécales et que donner à l'enfant cette eau non traitée revient à donner à l'enfant les matières fécales et les bactéries qui pourraient causer la diarrhée et entraîner éventuellement la mort. De son aspect limpide, l'eau peut être souillée et impropre à la consommation sans risque. Avec des traitements et des préventions, l'eau est potable et consommable.
	Les ménages pratiquent les méthodes de stockage et de conservation de l'eau	Les chefs de ménage	Conserver, stocker et transporter l'eau potable/traitée dans un récipient propre avec un couvercle	Cela ne sert à rien de purifier l'eau si on ne le couvre pas avec un couvercle approprié pour la protéger des impuretés car elle risque d'être contaminée de nouveau. Protéger l'eau potable/traitée contre les impuretés (déchets, poussière, …) pour éviter sa contamination et pour mieux assurer sa potabilité.

	La communaute ou groupe de ménages en milieu rural dispose de stockage collectif d'eau	Leaders communautaires / chefs de ménage	Le stockage collectif d'eau est recommandé notamment en milieu rural pour réduire les pertes	La dépense supportée par chaque ménage n'est pas très couteuse lorsque celle-ci est partagée avec les autres
	Les ménages optent pour l'impluvium artisanal	Chefs de ménage	Les ménages peuvent créer d'impluvium artisanal par leur propre moyen pour récupérer l'eau de pluie	Le stockage d'eau de pluie est une source importante d'eau pour le besoin quotidien en eau mais nécessité d'être traite
	Les ménages économisent / rationnalisent l'utilisation / la consommation de l'eau	Les chefs de ménage	Prioriser l'utilisation / consommation de l'eau pour les besoins de base Bien repartir / rationnaliser la quantité de l'eau utilisée pour chaque besoin de base Réutiliser l'eau dans la mesure du possible (Evitez de trop arroser le jardin et la pelouse Utilisez le seau à la place de tuyau pour le lavage de voiture	Il est toujours recommandé de ne pas gaspiller l'eau. Et quand la quantité de l'eau disponible est en baisse, l'économie d'eau est incontournable
	Les ménages utilisent des techniques pour diminuer la quantité / mieux gérer la quantité d'eau consommée	Chefs de ménage	Les techniques comme la micro-irrigation pour l'agri, Tipytap et satotap peuvent réduire la quantité d'eau utilisée	Ces techniques sont moins couteuses et peuvent être fabriquées par tous

	Maintien du prix de l'eau même en période de sécheresse	Gestionnaire de points d'eau officiels	Maintenir le prix de l'eau même en période de sécheresse	Les prix devraient rester stables et la baisse de quantité d'eau ne justifie pas la hausse du prix
	Les ménages et les gestionnaires de points d'eau officiels respectent la limitation de la quantité d'eau recommandée par les responsables locaux	Chefs de ménages Gestionnaire de points d'eau	Respecter la limitation de la quantité d'eau recommandée par les responsables locaux	Cette mesure deviendra incontournable lorsque la quantité disponible ne peut plus satisfaire le besoin au quotidien de chaque ménage. Seules les autorités locales compétentes ont habileté a en décider.
		Chefs de ménage	Réparez dans l'immédiat les fuites d'eau	La quantité d'eau perdue à cause des fuites dans le réseau de distribution aggrave le manque / la pénurie d'eau en temps de sécheresse
	Les membres de la famille lavent leurs mains avec du savon pendant les moments clés de la journée	Les membres de la famille	Laver les mains avec de l'eau et du savon/ou avec des cendres pendant les moments clés de la journée pour garder la santé : ✓ Avant de manger ✓ Apres la défécation ✓ Avant de nourrir l'enfant ✓ Avant de préparer à manger ✓ Apres avoir changé le bébé ✓ Après avoir joué	C'est un petit geste simple qui sauve des vies. L'adoption du comportement relatif au lavage des mains est en rapport à la prévention de la diarrhée chez les enfants. La diarrhée peut entrainer la mort mais aussi que les diarrhées persistantes affectent l'état nutritionnel de l'enfant. Sans une nutrition adéquate, le cerveau de l'enfant ne peut pas se développer, ce qui affectera son éducation et son développement dans le futur. A cause des diarrhées persistantes, l'enfant ne se développera pas en personne intelligente et saine.

				Le rinçage des mains et des doigts avec de l'eau peut éliminer les saletés visibles mais les germes invisibles peuvent rester sur les mains. Le rinçage simple à l'eau ne permet donc pas d'éliminer tous les microbes qui ne sont pas visibles à l'œil nu. C'est pourquoi, il faut utiliser du savon ou des cendres pour le nettoyage complet des mains.
	Les ménages utilisent des latrines basiques	Les membres du ménage	Utiliser une latrine propre pour la santé de la famille Maintenir, entretenir et améliorer la latrine pour assurer davantage le bien-être et la santé de la famille	Utiliser effectivement les latrines que vous avez construites pour prévenir contre les maladies diarrhéiques, respiratoires et infectieuses. Ne pas oublier de laver les mains avec de l'eau et du savon ou des cendres après avoir Déféquer dans la nature équivaut à cracher sur soi-même, sur la famille et sur l'ensemble de la communauté elle-même. Vivre dans un environnement sain et propre assure non seulement la santé mais également le bien être. Veiller à: ✓utiliser une dalle hermétique avec couvercle pour éviter la propagation des mouches ✓utiliser les matériaux de construction disponibles localement pour fabriquer la base, les murs et la superstructure

				✓assurer une bonne aération de la latrine installer un dispositif de lavage des mains à côté de la latrine construite
Promotion des services WASH pendant la période d'urgence au niveau de certaines zones ciblées	Les ménages continuent de s'approvisionner en eau potable à travers les « water trucking » dans les cas où ils n'ont pas accès à une source d'eau potable	Chefs de ménage	Continuer d'utiliser l'eau potable à partir de la distribution d'eau disponible localement pour préserver la santé de la famille notamment en cette période d'urgence	En cette période de sécheresse, un système de livraison d'eau est également disponible au niveau de certains Fokontany. Ce service est payant avec un cout réduit pour assurer le maintien et la pérennisation de l'accès à l'eau potable pour toute la famille. La qualité de l'eau distribuée (avec le water trucking) est sûre pour leur potabilité et que l'on doit utiliser. Mais même si vous pouvez avoir de l'eau de surface, ce n'est pas potable et peut entrainer différentes maladies mortelles surtout pour vos enfants, qui vous empêcheront de travailler, réduit votre productivité et vous empêche de se nourrir. L'eau est disponible à un prix unique, 200Ar par bidon. C'est en fonction de l''utilisation de ce système que votre accès continu à l'eau potable est garanti. Soyez informés des points de livraison d'eau les plus proches (fournir

				l'information sur les lieux de livraison d'eau).
	Les ménages avec des cas de malnutrition sévère aigue utilisent de façon appropriée les kits WASH qu'on leur a distribués	Les ménages MAS	Utiliser à bon escient les kits WASH qui ont été distribué à votre ménage pour assurer la santé de votre famille	Les dispositifs de lavage des mains, les filtres céramiques, les cartons de savon, etc…que l'on a distribué ne doivent pas être utilisés pour d'autres fins.
	Les femmes enceintes connaissent les services WASH au niveau des centre de santé et viennent nombreuses pour faire leur consultation prénatale	Femmes enceintes	Soyez informées de la distribution de carte d'eau pour toutes les femmes enceintes qui effectuent les consultations prénatales au niveau du centre de santé pendant la période d'urgence	Dans les zones ayant des difficultés d'accès à l'eau, une carte d'eau est distribuée á toutes les femmes enceintes qui viennent en consultation prénatale. Cette carte d'eau va leur permettre de recevoir un bidon d'eau par jour auprès du centre de santé durant la grossesse et 3 mois après l'accouchement spécifiquement pendant la période d'urgence. Les femmes enceintes gagneraient à effectuer les 4 consultations prénatales au niveau du centre de santé afin d'effectuer un suivi rapproché de la croissance de leur bébé et de rester elles-mêmes en bonne santé. Les consultations prénatales permettent d'assurer la bonne croissance du fœtus et la santé de la mère durant la grossesse. Au cours des

				consultations, la femme enceinte sera soutenue jusqu'à l'accouchement.
	Les parents connaissent les services WASH au niveau des centres de santé et y emmènent leurs enfants ayant un problème de malnutrition	Mères et pères ayant des enfants malnutris	Si votre enfant souffre de malnutrition, emmenez-le au centre de santé le plus proche pour recevoir le traitement et le suivi approprié. Un kit WASH et une carte d'eau sont distribués au niveau des centres de santé aux familles ayant des cas de malnutrition aigüe sévère pendant cette période d'urgence.	Des services de prises en charge nutritionnel pour les enfants sont disponibles au niveau des centres nutritionnels et des centres de santé. Le traitement est un complément nutritif qui va aider votre enfant à se remettre dans les jours qui suivent.
SANTE	Les femmes enceintes font les consultations prénatales	Femme enceinte	Présentez-vous au centre de santé pour effectuer vos 4 consultations prénatales afin d'effectuer un suivi rapproché de la croissance de votre bébé et de rester en bonne santé	Les consultations prénatales permettent d'assurer la bonne croissance du fœtus et la santé de la mère durant la grossesse. Au cours des consultations, la femme enceinte sera soutenue jusqu'à l'accouchement.
	Les ménages dorment sous une moustiquaire imprégnée toutes les nuits et pendant toute l'année.	Les membres du ménage	Utiliser les moustiquaires pour protéger votre famille des moustiques afin d'éviter le paludisme.	Le paludisme est transmis à travers les piqûres de certains moustiques. Il peut provoquer une anémie sévère, une fausse couche, une naissance prématurée ou la mise au monde d'un enfant mort-né. Les bébés nés de mères qui ont eu le

	Les ménages fréquentent les centres de santé en cas de maladie	Les chefs de ménage	Approchez-vous des centres de santé en cas de maladie pour assurer une prise en charge médicale appropriée	paludisme sont en sous-poids. Ils peuvent facilement tomber malade et mourir, notamment dans une période de crise comme la sécheresse.
	Les mères des enfants et les responsables d'enfants de 0 à 23 mois emmènent leurs enfants se faire vacciner selon le calendrier vaccinal.	Mères des enfants de 0 à 23 mois	Faites vacciner vos enfants de 0 à 23 mois pour préserver de plusieurs maladies notamment en cette période de sécheresse	Le vaccin prévient l'enfant contre plusieurs maladies. Les enfants en bas âge ont un système immunitaire faible et vulnérable à de nombreuses maladies. La période de sécheresse peut renforcer cette vulnérabilité des enfants, donc, il est très important qu'un nouveau-né soit vacciné à partir de la naissance et selon le calendrier vaccinal recommandé par les agents de santé. La vaccination protège l'enfant de nombreuses maladies mortelles. Un enfant qui n'est pas vacciné est plus susceptible de tomber malade, de devenir définitivement infirme ou sous-alimenté, et de mourir des maladies auxquelles il n'est pas protégé.
AGRICULTURE	Les agriculteurs pratiquent les nouvelles techniques de culture	Agriculteurs	Ecoutez sans arrêt les nouvelles sur la météo et ajustez vos méthodes de culture en fonction de cela	Si nous prenons en compte les conseils de la direction de la météorologie, cela aurait un effet positif sur la récolte. Utiliser les semences distribuées qui s'adaptent aux conditions météorologiques. Il existe des aliments faciles à cultiver et qui poussent vite. Il y a des semences à cycle

				court adaptées qui assurent une bonne culture en cette période de sécheresse.
		Agriculteurs	Apprenez et prenez en compte les nouvelles techniques pour améliorer les cultures	Il existe des techniciens spécialistes pour l'agriculture. Les « grigris » ne tuent pas les animaux nuisibles qui ravagent les cultures.
		Agriculteurs	Pratiquez l'agriculture intelligente face au climat y compris culture de plantes capables de résister à la sécheresse.	La culture de plante a cycle court réduit le risque de baisse de la production agricole due à la sécheresse
		Agriculteurs	Pratiquez l'agroécologie	Limitation du dessèchement du sol, abrite et alimente les organismes présents (lombrics, champignons et bactéries en particulier) en couvrir en permanence les sols par des plantes vivantes ou mortes réduit le développement des adventices et fertilise le sol. Héberger et alimenter une faune sauvage diversifiée de pollinisateurs et d'auxiliaires (prédateurs des ennemis des cultures), placer des éléments semi-naturels (haies, bandes fleuries, fossés, etc.) dans ou à proximité des parcelles agricoles permet. Le choix des espèces cultivées (parfois entre deux cultures principales) contribue lui aussi à favoriser certaines fonctions écologiques
EDUCATIO N	Les parents continuent	Parents	Continuez d'envoyer vos enfants à l'école pour assurer	Malgré les difficultés existantes, l'éducation est un apprentissage qui permet à l'enfant de préparer et d'assurer

	d'envoyer leurs enfants à l'école		qu'ils finissent leur scolarité jusqu'au bout	son avenir. Les enfants qui termineront leur scolarité jusqu'au bout auront beaucoup plus de chance d'avoir un meilleur résultat scolaire, de réussir l'école et d'atteindre l'ambition d'une vie bien meilleure que celle vécue avec leurs parents. Les avantages de l'éducation scolaire pour les enfants : savoir lire, compter et écrire ; avoir une connaissance croissante ; avoir un diplôme ; pouvoir fixer un objectif de vie; avoir une qualité de vie meilleure ; savoir se débrouiller dans la vie ; …
	Le programme scolaire / activités scolaires intègrent l'aspect de la sécheresse	MEN/DREN/CISCO/ZAP/Enseignants	Enseignez à l'école la sécheresse et partagez aux autres membres de la communaute les informations reçues	La scolarisation est un espace privilégié pour faire passer les messages de prévention, de mitigation de risque, de résilience
		Chefs de menage	Ne laissez pas les enfants qui doivent encore fréquenter/aller à l'ecole parcourir de longue distance pour récupérer l'eau	Ceci peut avoir un impact négatif sur la sante, la concentration, le temps et la motivation de l'élève pour l'apprentissage / l'ecole
PROTECTION DE L'ENFANT	La protection des enfants contre toute forme de violence (sexuelle, physique, morale, économique) est une priorité par la communaute et	APART, Parents	Les enfants doivent être protégés contre toute forme de violence (exploitation et abus sexuels, mariage d'enfant, travail des enfants, violence physique, violence morale, violence économique Protégez les enfants contre l'exploitation sexuelle pour les	La violence nuit à la santé, à l'épanouissement et à l'avenir de l'enfant

	pour chaque ménage		préserver des maladies sexuellement transmissibles ainsi que de la grossesse non désirée	
INCLUSION	Prise en compte des groupes a besoin spécifique	Acteurs communautaires APART Chefs de ménage	Facilitez l'inclusion des groupes a besoin spécifique comme les personnes âgées, personnes vivant avec un handicap, femmes enceintes et avec un enfant a bas âge et les enfants (accessibilité, interprétation, accompagnement, … Les faire participer dans tous les processus (consultation, déploiement	Le principe d'équite implique la prise en compte de cette situation de vulnérabilité
	Feedback et doleances	Membres de la communaute	Appelez les numéros verts (930, 147, 955, 910), autres canaux de feedback ou services dédiés pour donner votre avis, faire des doleances voire des plaintes sur les actions humanitaires ou de développement mis en œuvre dans votre communaute	Les acteurs humanitaires devront accorder une grande importance aux feedbacks des membres de la communaute sur les actions qu'ils mènent en leur faveur et de favoriser un mécanisme sur et adapte pour qu'ils puissent déposer des plaintes et traiter ces dernières d'une manière efficace

"Izay tsara fiomanana tsy ho tampohin'ny loza"

unicef
ho an'ny ankizy

European Union

iFandray
RESEAU COMMUNICATION GRRC